

RÉFUGIÉS SAHRAOUI

L'ALGÉRIE CONDAMNE L'ATTITUDE "IRRESPONSABLE" DU MAROC

Page 5

BILAN COVID EN ALGÉRIE

**11 DÉCÈS ET
201 NOUVEAUX
CAS
EN 24 HEURES**

Page 16

ISSN : 1112-7449

MIDI



L'info, rien que l'info

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Libre

N° 4343 | Dimanche 19 septembre 2021 - Prix : 10 DA • www.lemidi-dz.com

ORAN

**UN CITOYEN
LYNCHÉ
MORTELLEMENT
PAR UN ALIÉNÉ
MENTAL**

Page 16

EX-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

ABDELAZIZ BOUTEFLIKA TIRE SA RÉVÉRENCE

Page 3



● **Tebboune décrète
une mise en berne
du drapeau national**



PLAN D'URGENCE POUR LES PRIX

**LE GOUVERNEMENT
VA METTRE DE L'ORDRE**

Page 5



RÉVISION DES LISTES ÉLECTORALES

**164.286
NOUVEAUX INSCRITS**

Page 2

INTERNATIONALISATION DE LA QUESTION ALGÉRIENNE

Le GPRA a joué un rôle "décisif"

Proclamé le 19 septembre 1958 pour parachever la mise en place des institutions de la Révolution, le Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA) a joué un rôle décisif dans l'internationalisation et la mobilisation de la communauté internationale autour de la cause nationale.

PAR RACIM NIDAL



Le premier acte diplomatique du GPRA a été de dénoncer, dès le lendemain de sa création, à l'ONU, le référendum sur la nouvelle Constitution annoncé par le général Charles de Gaulle. Ce texte, qui

a posé les fondements de la cinquième République française, devait être interprété, en Algérie, comme manifestant la volonté de la population de rester ou non attaché à la France. Ce premier acte du GPRA a été suivi par de nombreuses autres actions diplomatiques destinées à dénoncer l'occupant français, la puissance usurpatrice, et à faire connaître la cause algérienne. L'objectif escompté était de gagner le soutien et la solidarité de la communauté internationale à travers une participation aux fora internationaux et des visites à des pays solidaires du combat des Algériens pour recouvrer leur indépendance. Sa création a rendu possible la participation de la République algérienne à de nombreuses manifestations, notamment au niveau africain, telles que les conférences d'Accra (Ghana-décembre 1958), Monrovia (Libéria-août 1959), Tunis (janvier 1960) et Casablanca (Maroc-1961). L'intense activité menée par des représentants officiels du GPRA et leurs actions diplomatiques dans les forums internationaux et dans les nombreuses capitales où le gouvernement présidé par Ferhat Abbas, disposait de représentations permanentes, y compris à l'ONU, ont permis à l'Algérie de faire entendre sa voix.

En effet, l'action du GPRA a influencé le débat sur la question algérienne à l'Assemblée générale des Nations unies. Pour la première fois, les États-Unis, l'un

des principaux alliés de la France, choisissent l'abstention lors d'un débat au Conseil de sécurité, portant un coup dur au général de Gaulle qui cherchait l'appui du Président américain Eisenhower.

La France coloniale considérait l'Algérie comme un territoire français et, de ce fait, elle soutenait que l'affaire relevait exclusivement de sa compétence nationale. Mais, c'était sans compter sur l'écho favorable qu'a trouvé le GPRA auprès de nombreuses capitales dans le monde, poussant la France à brandir la menace de rompre ses relations diplomatiques avec les états qui le reconnaîtraient.

Bataille de reconnaissance

"La bataille de la reconnaissance a été dure et a finalement abouti", affirmait l'ancien ministre du GPRA, Abdelhamid Mehri, relevant que "parmi les nombreux pays qui ont reconnu le GPRA, il y a avait la Chine et l'Union soviétique, deux membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU". C'était là, "une grande victoire pour la cause algérienne", avait-il soutenu. Aussitôt proclamé, simultanément depuis le Caire, Rabat et Tunis, le nouveau gouvernement en exil obtient la reconnaissance de dizaines d'États souverains qui ont apporté leur soutien indéfectible au combat des Algériens pour leur indépendance. Au 1^{er} juillet 1962, à la veille du référendum d'autodétermination, un total

de 36 pays avait reconnu le GPRA. Créé dans la double perspective: le débat à l'ONU et le référendum sur l'autodétermination, le GPRA a forcé le gouvernement français à le reconnaître comme unique représentant du peuple algérien et un interlocuteur inévitable lors des négociations qui ont abouti à la signature des Accords d'Évian, mettant fin officiellement à 132 années de colonisation française et à plus de 7 ans de guerre.

Pour le président de l'Association des anciens du ministère de l'Armement et des Liaisons générales (MALG), Daho Ould-Kablia, la création du GPRA a "donné de la visibilité" à la Révolution algérienne. En "dépit de son statut provisoire, le nouveau gouvernement a joué un rôle primordial au plan international", affirmait l'ancien ministre de la Communication, Lamine Bechichi, précisant dans un témoignage que le GPRA "a conclu des dizaines d'accords et de traités internationaux".

L'ancien chef du gouvernement, Réda Malek, quant à lui, a relevé la "grande portée historique" de la constitution du GPRA, soulignant le contexte de sa création, marqué par "la férocité de la guerre et les pressions de l'armée française" sur le gouvernement d'alors. Considéré comme un "événement majeur" dans la marche de la Révolution algérienne, la proclamation du GPRA était la concrétisation d'une décision prise lors du Congrès de la Soummam. Le Conseil national de la révolution algérienne (CNRA), réuni en août 1958 au Caire, a préconisé dans ses résolutions la création du GPRA, concrétisée un an plus tard, par le Comité de coordination et d'exécution (CCE).

Si l'objectif annoncé était le parachèvement de la mise en place des institutions de la Révolution, la constitution du GPRA devait permettre à la révolution algérienne de "franchir un nouveau stade". Krim Belkacem, qui avait hâté la mise en place du GPRA, affirmait alors que "le monde extérieur ne nous respectera et ne nous fera confiance que si nous arrivons à parler le même langage et que nous adoptons un comportement efficace".

R. N.

ÉLECTIONS LOCALES DU 27 NOVEMBRE

Le MSP opte pour la participation

Le président du Mouvement de la société pour la paix (MSP), Abderrezak Makri, a annoncé à Alger la participation de sa formation politique aux élections locales du 27 novembre prochain. S'exprimant lors des travaux de la 20^e université du mouvement tenue sous le slogan "Elections locales : défis et enjeux", Makri a souligné que le mouvement "poursuivra son combat politique constructif en participant à ces élections locales (...) et ne ménagera aucun effort au service du pays". En dépit de la "conjoncture actuelle qui prévaut dans le pays, le MSP ne cédera pas au désespoir et à la frustration politique", a-t-il soutenu, exprimant "sa disposition à participer au débat et au dialogue constructif avec toutes les parties pour concrétiser le consensus politique au service du pays". Dans ce cadre, Makri a mis en avant la "nécessité de faciliter l'action militante de tous les partis, d'accorder la chance à tout un chacun et d'organiser des élections libres, régulières et transparentes en luttant contre la fraude". Le président du MSP a également insisté sur "l'impératif de lutter contre la corruption et de sensibiliser les citoyens à une participation massive aux prochaines élections locales". Concernant le plan d'action du gouvernement adopté, jeudi, par l'Assemblée populaire nationale, Makri considère que ce programme "ne prévoit pas de vision prospective claire suivant des objectifs et des chiffres objectifs dans tous les domaines socioéconomiques et commerciaux, en adéquation avec la réalité du pays". Il a insisté sur "l'impératif de lutter contre la corruption, vu la disponibilité des compétences et des capacités pour réaliser la relance économique", a-t-il dit, jugeant nécessaire de "lutter contre le marché parallèle, d'ouvrir l'investissement et d'accompagner les Petites et moyennes entreprises (PME)". Abderrezak Makri a enfin exprimé le rejet de sa formation politique de l'idée de recourir à "un règlement à l'amiable avec la isaba (bande) pour la récupération des fonds pillés".

R. N.

RÉVISION DES LISTES ÉLECTORALES

164.286 nouveaux inscrits

PAR RANIA NAILI

Au total, 164.286 nouveaux électeurs ont été inscrits suite à la révision des listes électorales en prévision des élections locales du 27 novembre prochain, portant ainsi le nombre global du corps électoral à 24.589.475 électeurs, a affirmé le président de l'Autorité nationale indépendante des élections (Anie), Mohamed Charfi. Dans une déclaration à la Télévision publique, M. Charfi a indiqué qu'une hausse a été "enregistrée dans le nombre des électeurs après la révision exceptionnelle des listes électorales pour l'élection des membres de l'assemblée populaire communale (APC) et de l'assemblée populaire de wilaya (APW), à savoir 164.286 électeurs, et ce, notamment après la radiation des listes des personnes décédés, portant ainsi le nombre global à 24.589.475" électeurs. Le même responsable a fait savoir dans le même contexte, qu'il a été "procédé au retrait de 8.928.134 formulaires de souscription des signatures individuelles au profit des listes

des candidats, en vue de l'élection des membres de l'APC et de l'APW", ajoutant que les listes relevant de 47 partis ont procédé au retrait de "8.131.524 formulaires de souscription, alors que les listes indépendantes ont retiré 796.610 formulaires de souscription". L'Anie avait appelé, le 1^{er} septembre courant, les citoyens non inscrits sur les listes électorales, notamment ceux âgés de 18 ans au jour du scrutin, à s'inscrire au niveau de la commission communale de révision des listes électorales dans la commune de leur résidence. A noter que la période de révision exceptionnelle des listes électorales s'était ouverte du 5 septembre 2021 au 15 septembre 2021. La révision exceptionnelle des listes électorales est prévue dans le décret présidentiel signé le 28 août 2021 par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, portant convocation du corps électoral en vue des élections anticipées des APC et APW. Le 2 septembre 2021, le président de l'Anie avait publié un arrêté portant formulaire de souscription et légalisation

des signatures individuelles au profit des listes de candidats pour l'élection des membres des APC/APW en prévision de ces élections locales. Conformément aux dispositions dudit arrêté, le retrait des formulaires de souscription des signatures individuelles s'effectue auprès du représentant des pressentis candidats au sein des partis politiques et des candidats indépendants, juridiquement habilité, auprès de la délégation de wilaya de l'Anie territorialement compétente, par la présentation d'une lettre dans laquelle est déclarée l'intention de former une liste de candidats pour l'élection des membres de l'APC ou de l'APW. Lors d'une récente visite au niveau de l'APC d'El-Mohammadia à Alger pour s'enquérir des conditions de lancement de la révision exceptionnelle des listes électorales, Mohamed Charfi avait déclaré que "toutes les conditions" étaient réunies pour assurer le succès des élections locales, estimant que "ce succès est tributaire du niveau de conscience démocratique des citoyens".

R. N.

EX-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Abdelaziz Bouteflika s'éteint à l'âge de 84 ans

L'ex-président de la République, Abdelaziz Bouteflika, est décédé vendredi soir à Alger à l'âge de 84 ans, deux ans après sa démission suite à un mouvement populaire contre sa candidature à un 5^e mandat et appelant à un renouveau dans le pays.

PAR LAKHDARI BRAHIM

Le défunt Abdelaziz Bouteflika avait succédé, en 1999, à Liamine Zeroual pour être réélu à la magistrature suprême pour trois mandats successifs, en dépit d'une santé fragile ayant marqué ses troisième et quatrième mandats, suite à un AVC en 2013. Né le 2 mars 1937, Abdelaziz Bouteflika milite très tôt pour la cause nationale. Il achève ses études secondaires quand il rejoint l'Armée de libération nationale (ALN) en 1956. Il est chargé d'une double mission de contrôleur général de la Wilaya V en 1957 et 1958.

En 1960, officier de l'ALN, il est affecté aux frontières sud du pays pour commander le "Front du Mali" dont la création entraine dans le cadre des mesures visant à faire échec à l'entreprise de division du pays de la part de la puissance coloniale et à organiser l'acheminement des armes pour le compte des maquis de l'ALN à partir du Sud, ce qui lui vaudra le nom de guerre de "Si Abdelkader El Mali". En 1962, il est député à l'Assemblée constituante et à 25 ans il devient ministre de la Jeunesse, des Sports et du Tourisme du premier gouvernement de l'Algérie indépendante. Il est



nommé, la même année, ministre des Affaires étrangères.

Reconduit dans les fonctions de ministre des Affaires étrangères, il anime jusqu'en 1979, l'action diplomatique de l'Algérie, sous la houlette du défunt Président Houari Boumediene qui avait initié la politique de défense des pays du Tiers-Monde et le parachèvement des mouvements de libération.

Diplomate chevronné et reconnu, Bouteflika impulsera, pendant plus d'une décennie, la politique étrangère qui donnera à l'Algérie une notoriété au niveau international. Elu à l'unanimité président de la 29^e session de l'Assemblée générale des Nations

unies en 1974, Bouteflika obtient la mise au ban, par la communauté internationale, du régime sud-africain pour sa politique de l'apartheid et fait admettre, malgré les oppositions, le leader de l'Organisation de libération de la Palestine, Yasser Arafat, qui prononcera un discours devant

l'Assemblée générale. A la mort du Président Houari Boumediene, en 1978, il est contraint à l'exil. De retour en Algérie en janvier 1987, il sera signataire de la "motion des 18" consécutive aux événements d'octobre 1988.

En décembre 1998, il fait part de sa décision de se présenter, en tant que candidat indépendant à l'élection présidentielle anticipée d'avril 1999. Il est élu président de la République le 15 avril 1999.

Dès sa prise de fonctions, Bouteflika œuvrera pour le rétablissement de la paix et la stabilité dans le pays. Il engage le processus de concorde civile, consacré, le 16 septembre 1999, par un référendum qui recueille plus de 98 % de suffrages favorables. Il fut à l'origine d'une politique dite de "réconciliation nationale" qui a conduit, en septembre 2005, et conformément à sa promesse électorale, à l'adoption par un référendum populaire, d'une charte de réconciliation nationale, plébiscitée par 80 % des Algériens.

Ayant brigué quatre mandats successifs, le défunt Bouteflika fut contraint à la démission suite à un mouvement populaire qui refusait un cinquième mandat, eu égard notamment à sa santé déclinante.

L. B.

Tebboune décrète 3 jours de mise en berne du drapeau national

l'ex-président de la République, Abdelaziz Bouteflika, est décédé vendredi soir à l'âge de 84 ans. Il a dirigé l'Algérie de 1999 à avril 2019, avant d'être forcé à la démission par la révolte populaire du 22 février 2019. Ce samedi, le Président Abdelmadjid Tebboune, en signe de deuil, a décidé de mettre en berne le drapeau national, pendant trois jours et ce à partir d'aujourd'hui, a annoncé la présidence de la République dans un communiqué.

Condoléances de dirigeants et personnalités

Bouid Lazhari, Pdt du CNDH

Le président du Conseil national des droits de l'homme (CNDH), Bouid Lazhari, a présenté ce samedi ses condoléances à la famille du défunt ainsi qu'à tout le peuple algérien, suite au décès de l'ancien président de la République, Abdelaziz Bouteflika priant dieu le Tout-Puissant d'entourer le défunt de Sa Sainte Miséricorde et de l'accueillir dans Son Vaste Paradis.

Cheikh Khalifa ben Zayed Al-Nahyane, Pdt des Émirats arabes unis

Le président des Émirats arabes unis, Cheikh Khalifa ben Zayed Al-Nahyane, a adressé, samedi 18 septembre, un message de condoléances au président de la République, Abdelmadjid Tebboune, à la suite du

décès de l'ancien Président Abdelaziz Bouteflika rapportent des médias qui précisent que Cheikh Mohammed bin Rashid Al Maktoum, vice-président et Premier ministre des Émirats arabes unis et souverain de Dubaï, Cheikh Mohammed bin Zayed Al Nahyan, prince héritier d'Abou Dhabi ont été également présentés leurs condoléances au président Tebboune.

Moussa Al-Kouni, vice-Pdt du Conseil présidentiel libyen

La Libye, par le biais de Moussa Al-Kouni, vice-président du Conseil présidentiel, a présenté ses condoléances à la suite du décès de l'ancien président de la République, Abdelaziz Bouteflika.

Sur son compte *Twitter*, le haut responsable libyen a qualifié feu Abdelaziz Bouteflika de "modèle de sagesse et de leadership" qui, à

l'image de Habib Bourguiba, l'ancien Président tunisien, aurait pu "devenir un symbole, s'il ne s'était pas accroché au pouvoir". Bouteflika "est parti en silence, léguant à son pays cohésion et concorde nationales. Il a sorti l'Algérie de son marasme et l'a destinée à la gloire après une décennie de vaches maigres et de déchirement. Il était un modèle de sagesse et de leadership, notamment face aux troubles, à l'instar de Bourguiba. Comme lui, il aurait été un symbole, s'ils ne s'étaient pas accrochés (tous les deux) au pouvoir. Nos condoléances à l'Algérie et à nous-mêmes", a-t-il écrit.

Mahmoud Abbas, Pdt de l'autorité palestinienne

Le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, a adressé

un message au président de la République, Abdelmadjid Tebboune, à la suite du décès de l'ancien Président Abdelaziz Bouteflika.

Dans son message rapporté par plusieurs médias locaux, le Président Abbas a présenté "ses condoléances et sa sympathie", rappelant au passage le parcours du défunt "qui a consacré sa vie au service de l'Algérie et de son peuple".

Il a "œuvré pour la paix et la stabilité, comme il a défendu les causes de la nation arabe, à leur tête la cause palestinienne, qu'il a soutenue de tout cœur", a-t-il notamment écrit.

L'ancien président de la République est décédé dans la nuit de vendredi à samedi à l'âge de 84 ans. Une mise en berne des drapeaux partout dans le pays a été décrétée ce samedi par le Président Tebboune.

R. N.

DÉTÉRIORATION
DU POUVOIR D'ACHAT**Les syndicats
mettent en garde**

La rentrée sociale a toujours été marquée par une dynamique sociale et politique, même dans des situations ordinaires. Qu'en sera-t-il pour cette rentrée ? Tourmentés du fait de leur quotidien déjà précaire, les Algériens sont aujourd'hui contraints de faire face à une rentrée sans précédent. Une hausse des prix qui affaiblit davantage le pouvoir d'achat, confronté à une inflation galopante depuis déjà des mois pour ne pas dire des années. De leur côté les pouvoirs publics sont sur le qui-vive pour réussir la prochaine rentrée sociale. L'importance de ce rendez-vous, pour eux, est la nécessaire mobilisation de tous pour sa réussite, notamment dans la conjoncture que traverse le pays et qui exige la multiplication et la conjugaison des efforts. Mais les partenaires sociaux ne semblent pas acquis à cette cause, puisqu'ils ont décidé d'abattre cet arbre qui cache la forêt. En effet, la Confédération des syndicats algériens (CSA) menace de recourir à toutes les actions de protestation "légales et pacifiques" pour amener le gouvernement à répondre favorablement aux revendications des travailleurs liées principalement au pouvoir d'achat. "Eu égard à la dangerosité de la situation sociale inacceptable que vivent actuellement les travailleurs, la Confédération est tenue d'assumer sa responsabilité syndicale et morale en recourant à toutes les formes d'actions de protestation légales et pacifiques pour amener le gouvernement à prendre des mesures adéquates et rapides en vue d'améliorer le pouvoir d'achat des travailleurs et des fonctionnaires", annonce un communiqué rendu public par la CSA, à l'issue de la réunion de son bureau tenue mardi dernier au siège du Conseil national autonome du personnel enseignant du secteur tertiaire de l'éducation (Cnapeste) à Alger. Tout en appelant à mettre en place un observateur national du pouvoir d'achat, les signataires du communiqué pointent la "hausse exagérée" des prix de tous les produits, principalement ceux de large consommation, et la stagnation des salaires depuis des années "alors que l'inflation a augmenté et le dinar s'est déprécié". Cet état de fait viendra contrarier les assurances des pouvoirs publics, qui à chaque occasion annoncent la main-mise sur le marché. En effet, il semble que ces assurances ne soient que de la poudre aux yeux qui peuvent engendrer des turbulences... wait and see !

I. A.

INSÉCURITÉ ROUTIÈRE

Hausse des indicateurs

La DNSR a fait état, dans un bilan rendu public, dans le cadre de la sensibilisation quant au phénomène d'insécurité routière d'une hausse de tous les indicateurs de l'insécurité routière en Algérie, par rapport à la même période de l'année écoulée.



PAR CHAHINE ASTOUATI

Un total de 14.601 accidents corporels a été enregistré, en hausse de plus de 38 %. Le nombre de morts a également augmenté de 27,44 %, atteignant lors des 7 premiers mois de l'année en cours 1.974 morts, et celui des blessés est passé à plus de 37 %, atteignant durant la même période 19.576 blessés. S'agissant des principaux indicateurs de sécurité routière durant la période de référence, le bilan précise que la catégorie des jeunes âgés entre 18 et 29 ans est la plus impliquée dans ces accidents, avec 5.150 accidents corporels, soit 35,27 % du nombre global des accidents enregistrés.

**Les enfants et les jeunes
en tête des victimes**

Les enfants et les jeunes âgés de moins de 29 ans viennent en tête des victimes des accidents de la route, avec 914 morts ne dépassant pas 29 ans, soit 46,30 % du nombre global des victimes, contre 11.386 blessés durant la même période, soit un taux de 58,16 %. Ainsi, les titulaires de permis de conduire de moins de 5 ans ont été à l'origine de 6.234 accidents, soit 42,69 % du total de conducteurs impliqués. La DNSR a imputé ce taux élevé d'accidents au faible niveau de formation, outre le jeune âge des conducteurs expliquant d'ailleurs leurs comportements irresponsables sur la route. Le bilan fait ressortir également l'implication des motocyclistes, derrière pas moins de 3.065 accidents, soit 20,99 % du total d'accidents. A noter que les motocyclettes ne représentent que 1,83 % du parc national automobile soit 171.988 motocyclettes, d'après les statistiques du parc national automobile de 2018. Les piétons, à leur tour, sont les plus exposés aux accidents dans les zones urbaines avec 223 morts enregistrés les 7 premiers mois de 2021 sur un total de 411 morts et 5.363 blessés sur un total de 12.811 blessés dans les différents accidents survenus sur les zones urbaines. La DNSR indique dans son document que l'autoroute Est-Ouest et la RN 01 (Alger-Tamanrasset) enregistrent les plus lourds bilans avec respectivement 300 et 141 accidents. Les deux routes ont connu une

hausse en nombre d'accidents par rapport aux 7 premiers mois de l'année 2020 avec un taux de 12,06 % sur la RN 01 et 01 % sur l'autoroute Est-Ouest. La RN 02 reliant Oran à Tlemcen demeure l'axe routier le plus sécurisé avec 5 accidents.

**La wilaya de Sétif occupe
la triste 1re place**

La wilaya de Batna vient en tête des wilayas, enregistrant 645 accidents corporels et 879 blessés, tandis que la wilaya de Sétif a occupé la 1^{re} place en termes de nombre de décès, à savoir 97 morts. Alger, M'sila et Chlef restent parmi les wilayas déplorant le plus d'accidents et de victimes, occupant, ainsi, des classements avancés dans tous les indicateurs (nombre d'accidents, de tués et de blessés). Dans son analyse des données enregistrées dans les wilayas précitées, la DNSR a expliqué que cette lecture ne saurait se faire "sans prendre en considération les caractéristiques de ces régions". Alger, à titre d'exemple, est avancée comme étant la première wilaya s'agissant du parc automobile (15,75 % du total des véhicules du parc national), de son réseau routier (2.364 kilomètres), et de sa densité

urbaine. De même, les wilayas de M'sila, Sétif et Batna sont considérées comme le carrefour principal entre les régions centre-est et sud du pays, ce qui induit une grande circulation des différents types de véhicules, notamment les poids lourds.

**L'excès de vitesse à l'origine
de 2.224 accidents
de la circulation**

La délégation tient également à rappeler que "l'excès de vitesse, le manque de vigilance et de prudence, ainsi que l'imprudence des piétons sont les raisons principales de survenue des accidents de la circulation". L'excès de vitesse serait à l'origine de 2.224 accidents de la circulation, soit 15,23 % du total des causes des accidents relatifs au facteur humain. L'imprudence du conducteur à l'intérieur des cités a causé 2.083 accidents, soit 14,27 %, alors que les piétons sont impliqués dans 978 accidents de la circulation, soit l'équivalent de 6,70 % du total des accidents enregistrés pendant la période susmentionnée.

C. A.

**7 décès et 341 blessés
durant les dernières
48 heures**

7 personnes ont trouvé la mort et 341 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation survenus ces dernières 48 heures dans plusieurs wilayas du pays, selon un bilan établi hier par les services de la Protection civile. Les éléments de la Protection civile de la wilaya d'Alger ont intervenu en outre, pour le repêchage d'un jeune homme âgé de 22 ans noyé dans une retenue collinaire au domaine agricole Si-Lakhdar dans la commune de Birtouta. Durant la même période, le dispositif de lutte contre les incendies de forêt et de récolte a permis l'extinction de 14 incendies à travers plusieurs wilayas du pays à savoir 7 incendies de forêt, 3 incendies de maquis, 2 incendies de broussailles et 2

incendies de récoltes. Ces incendies ont ravagé, selon la même source, "25 hectares de forêt, 10 hectares de maquis, 9 hectares de broussailles, ainsi que 240 arbres fruitiers et 550 bottes de foin". S'agissant des activités de lutte contre la propagation du coronavirus, les unités de la Protection civile ont effectué, durant ces dernières 48 heures, 60 opérations de sensibilisation à travers le territoire national pour rappeler aux citoyens la nécessité de respecter le confinement et les règles de la distanciation physique. Elles ont effectué aussi 45 opérations de désinfection générale touchant l'ensemble des infrastructures et édifices publics et privés, quartiers et ruelles.

R. N.

FLAMBÉE DES PRIX DES PRODUITS AGRICOLES

Le gouvernement prépare un plan d'urgence

Face à une flambée des prix sans précédent, le gouvernement va conduire dans les prochains jours un plan d'urgence. Il sera question de tarifs référentiels sur les marchés et l'adoption d'une consultation avec les professionnels et producteurs afin d'ajuster l'offre et la demande.

PAR FAYÇAL ABDELGHANI

L'initiative première sera conduite sous les auspices du ministère de l'Agriculture avec la création d'un comité de suivi des marchés primaires à l'international. Dans cette démarche, un communiqué du ministère indique que "suite à l'envolée des prix de matières et semences agricoles à l'international, il sera procédé à un plan qui consiste à la relance de toutes les filières agricoles". Ainsi, "il sera mis à la disposition de fellahs et producteurs des facilités d'écoulement de leurs produits selon des tarifs de référence avec un seuil à ne pas franchir". Les activités telles que les produits maraîchers, les viandes blanches et les produits de saison sont concernés par cette nouvelle initiative. Dans le but de mettre de l'ordre suite à cette anarchie, il sera procédé également "à un ajustement de l'offre à travers les quantités disponibles en stock sans attendre les périodes de soudure qui durent longtemps". Pour ce qui est des prix de la volaille ayant dépassé le



seuil de l'intolérable, le président de la filière professionnelle de la production avicole Abderezak Abdellaoui, a annoncé jeudi dernier que "l'Algérie va importer 4,5 millions d'œufs à la consommation et ceux à éclosion de poussin de l'Espagne et de la Turquie dans l'objectif d'assurer une relance au secteur et de réduire les tentatives de spéculation sur le prix du poulet". Pour ce qui est des produits finis destinés à la consommation, le ministère du Commerce a fait part "d'un contrôle sur

les prix des céréales : farine, semoule et produits dérivés". Les complexes d'Agrodiv vont recevoir à partir de la semaine prochaine "des quantités de stocks de ces produits à des prix fixés à l'avance". Ces produits seront écoulés sans les intermédiaires qui prenaient une marge importante. Le marché sera ainsi régulé avec uniquement des produits locaux avec des marges étudiés pour chaque produit aussi bien chez les grossistes que les détaillants.

F. A.

AMÉLIORATION DE L'AEP

Mise en service de la station de dessalement de Aïn-Benian

Le ministre des Ressources en eau et de la Sécurité hydrique, Karim Hasni, accompagné de Youcef Cherfa, wali d'Alger, en présence de Lyes Mihoubi, directeur général de la Seaal, a inauguré la mise en service de la station de dessalement de Aïn-Benian avec une capacité de production de 10.000 m³/j, a indiqué la Seaal dans un communiqué publié sur sa page Facebook. Cette station permettra de renforcer l'alimentation en eau potable des communes de Aïn-Benian, Hammamet et doter également l'ensemble de la chaîne côtière en amont (Zéralda, Mahelma, Staoueli, Sidi Abdellah et Soudania en partie). La mise en service de cette station fait partie du plan d'urgence d'amélioration de l'approvisionnement en eau potable de la wilaya d'Alger. En plus de cette station, une autre sera mise en service prochainement au niveau de Zéralda, d'une capacité de production de 10.000 m³ pour renforcer l'alimentation des communes de Zéralda, Mahelma et Rahmania et celle de Palm Beach avec une capacité de 7.500 m³ pour les localités de Sidi-Fredj, Palm-Beach, Moretti et Bridja. En parallèle, le lancement de la réalisation, à court terme, d'un programme d'urgence de 3 stations de dessalement aux communes de Corso (80.000 m³/j), Bordj el-Kiffan 10.000 m³/j et Marsa avec une capacité de 60.000 m³/jr, avant la saison estivale 2022. A plus long terme, à horizon 2024, deux grandes stations de dessalement d'eau de mer seront réalisées avec une capacité de production de 300.000 m³/j à l'ouest et l'est d'Alger. Avec ces acquisitions, le schéma d'alimentation en eau potable de la wilaya d'Alger s'inversera en étant dominé par le dessalement d'eau de mer. Les eaux superficielles et souterraines seront orientées vers les wilayas limitrophes et l'agriculture.

R. N.

RÉFUGIÉS SAHRAOIS

L'Algérie condamne l'attitude irresponsable du Maroc

PAR RAHIMA RAHMOUNI

L'Algérie a, une fois encore, condamné l'attitude irresponsable du Maroc, s'agissant du territoire non autonome du Sahara occidental, qui tente "d'entacher" l'action du HCR et de ses opérations humanitaires au profit des réfugiés sahraoui. Intervenant lors des débats de la 82^e réunion du Comité permanent du Programme du HCR à Genève, le représentant de la délégation algérienne a indiqué que "(ma délégation) condamne énergiquement l'attitude outrageante de la délégation du Maroc qui, une fois de plus, tente d'instrumentaliser nos débats pour exhumer ses allégations mensongères, infondées et réitérées de manière obsessionnelle dans le seul objectif, vous l'auriez tous compris, d'entacher la crédibilité et le bien-fondé de l'opération du HCR en Algérie". Le représentant algérien, qui a tenu à dénoncer les propos mensongers du chef de la délégation marocaine, s'agissant de la situation des réfugiés sahraouis, a invité le HCR "à communiquer sur la gestion des camps des réfugiés du Sahara occidental dans le respect des normes reconnues en la matière, et apporter un démenti ferme et catégorique à ces allégations qui portent atteinte, en premier lieu, à ses équipes sur le terrain et ses partenaires d'exécution présents dans ces camps de réfugiés depuis près d'un demi-siècle". Ma délégation "reprenant la parole pour rappeler que

l'Algérie intervient au sein des instances du HCR en qualité de pays d'accueil de réfugiés. Cette position de mon pays est confortée par le fait qu'il abrite la première situation prolongée sous le mandat du HCR", indique encore le chef de la délégation algérienne, avant de relever que "les tentatives de diversion à court terme, simplistes et vaines de la délégation marocaine, y compris celles visant à vanter les bienfaits de la colonisation, ne font que renforcer la détermination

de mon pays à poursuivre son soutien en faveur des réfugiés du Territoire non autonome du Sahara occidental et leur cause, à l'instar de toute les autres causes justes dans le monde". Refusant de suivre le représentant du royaume chérifien dans ses diatribes contre l'Algérie, le représentant de la délégation algérienne au HCR a notamment rappelé, lors de son droit de réponse, que "le rapport du Secrétaire général de l'ONU à la 76^e Assemblée générale, cite le Sahara occidental

parmi les Territoires non autonomes inscrits sur l'agenda des Nations unies. Elle a été confirmée, il y a quelques jours, par le refus des Nations unies et de l'Union africaine de déléguer des observateurs lors des élections récentes au Maroc, refusant ainsi de cautionner l'occupation. Cette légalité sera confirmée, nous en sommes convaincus, à l'occasion du rendu judiciaire de la Cour de justice de l'Union européenne le 29 septembre prochain".

R. R.

FEUILLE DE ROUTE DU CONSEIL DE SECURITE

Staffan de Mistura "ligoté"

Le représentant du Front Polisario en Europe, Oubi Bouchraya Bachir, a affirmé que le nouvel envoyé spécial du secrétaire général des Nations unies pour le Sahara occidental, Staffan de Mistura, qui a pour mission notamment de faire avancer la mise en application des solutions au conflit sahraoui, "reste ligoté par la feuille de route que lui tracera le Conseil de sécurité" de l'ONU. "En tant qu'envoyé spécial d'Antonio Guterres pour le Sahara occidental, ses prérogatives lui confèrent les moyens de faire avancer la mise en application des solutions au conflit et de mener les négociations entre les deux parties, ainsi que fédérer l'appui international nécessaire à l'application des avancées réalisées", souligne M. Bouchraya dans un entretien accordé vendredi à l'agence russe Sputnik. Staffan de Mistura "reste néanmoins ligoté par la feuille de route que lui tracera le Conseil de sécurité", ajoute-il, réaffirmant par ailleurs, que la "nomination - bien qu'importante -, d'un envoyé spécial du secrétaire général de l'ONU pour le Sahara occidental n'est pas un objectif stratégique majeur en soi". "Staffan de Mistura est un diplomate de stature internationale, dont la compétence et la probité morale et intellectuelle sont irréprochables", affirme Bouchraya Bachir, soulignant que "le Front Polisario a donné son accord en vue de sa nomination depuis le mois d'avril". Et d'ajouter que si "le Maroc a pu retarder l'arrivée d'un autre diplomate à ce poste, dans le but de maintenir le statu quo qui dure depuis plus de 30 ans afin, in fine, de faire accepter à la communauté internationale son plan d'autonomie par le fait accompli, c'est dû essentiellement au laxisme de celui qui a la solution au conflit entre ses mains, c'est-à-dire le Conseil de sécurité, notamment ses membres permanents, qui a tourné le dos à ses responsabilités au Sahara occidental". A cet effet, poursuit le représentant du Front Polisario, "le Conseil de sécurité, notamment ses membres permanents, dont le rôle est de faire valoir le droit international, doit imposer au Maroc le respect de la résolution relative à l'organisation du référendum d'autodétermination du peuple sahraoui, afin que le bruit des armes cesse à jamais dans la région". Il rappelle, dans ce contexte, que "l'ONU, l'Union africaine (UA) et la Cour internationale de Justice (CIJ) ne reconnaissent pas la souveraineté du Maroc sur le territoire du Sahara occidental".

R. N.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
REPUBLICQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE



Wilaya d'Alger
Circonscription Administrative de Rouiba

ولاية الجزائر
المقاطعة الإدارية للروبية

MISE EN DEMEURE N°01

Projet : Réalisation d'un terrain en gazon synthétique et espace de jeux au centre ville de Reghaia

- Vu le marché N°141/2021 approuvé le 30/06/2021.
- Vu l'ordre de service de démarrage des travaux N°24/2021 du 14/07/2021. pour un délai de réalisation de 04 mois.
- Vu le retard considérable constaté dans l'avancement des travaux
- Vu l'état d'abandon sur lequel se trouve le chantier
- Vu le non-respect des engagements contractuels édictés par le dit-contrat.

En regard à ce qui précède, l'entreprise **ETPBH MAHNOUNE HICHAM** est mis en demeure pour la première fois à l'effet de reprendre les travaux et de renforcer le chantier en moyens humain et matériels dans les plus bref délais, faute de quoi les mesures coercitives vous seront appliquées, conformément aux dispositions réglementaires.

Midi Libre n° 4343 - Dimanche 19 septembre 2021 - Anep 2116 016 418

DIRECTION GENERALE DE L' ADMINISTRATION
PENITENTIAIRE ET DE LA REINSERTION
ETABLISSEMENT DE REEDUCATION ET DE READAPTATION AIN OUASSARA
NUMERO (NIF) 411004001017110

AVIS D'APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITÉS MINIMALES

Un avis d'appel d'offre avec exigence de capacités minimales est lancé pour l'approvisionnement de l'établissement de REEDUCATION ET READAPTATION AIN OUASSARA en denrée alimentaires, en lots suivants, par marché à commandes :

- Lot n°01: Alimentation Générale.
- Lot n°02: lait et dérivés.
- Lot n°03: Fruits et Légumes fraîches.
- Lot n°04: Viandes rouges Fraîches.
- Lot n°05: Farine panifiable.
- Lot n°06: Œufs.
- Lot n°07: Viandes blanches Fraîches
- Lot n°09: Pain ordinaire et gâteaux.
- Lot n°10: Pâtes.

N.B : La soumission peut porter sur un (01) ou plusieurs lots.

Les soumissionnaires intéressés par le présent avis, inscrit au registre de commerce avec code d'activité approprié ou au registre de l'artisanat et des métiers, ou détenant la carte professionnelle d'artisan, en relation avec l'objet du marché, et disposant des moyens de transport appropriés et références professionnelles dans l'objet du lot, justifié par un certificat de bonne exécution, au moins un intérêt public délivré a été contracté au cours des cinq (05) dernières années, pour effectuer le service demandé peuvent retirer le cahier des charges auprès du service économe de l'établissement de REEDUCATION ET READAPTATION AIN OUASSARA, sis à Cite el wame Ain Ouassara contre le paiement de 3.000.00 DA non remboursable.

Les offres accompagnées des pièces réglementaires ci-dessous mentionnées, doivent être déposées à l'adresse ci-dessus et présentées suivant la formule suivante :

Une enveloppe fermée contenant l'offre technique et une seconde enveloppe fermée contenant l'offre financière conformément aux instructions contenues dans le cahier des charges.

1- Dossier de candidature :

- Déclaration de candidature remplie datée ; signée et cachetée par le candidat.
- Déclaration de probité remplie datée ; signée et cachetée par le candidat
- toutes les pièces exigées dans l'article n° 06 alinéa « A » du cahier des charges.

2- L'offre technique comprendra :

- La déclaration à soucrire dûment remplie datée signée et cachetée selon le modèle ci-joint.
- Le présent cahier des charges signé et paraphé par le soumissionnaire.
- mémoire technique justificatif

3- L'offre financière comprendra :

- La soumission dûment remplie datée signée, et cachetée selon le modèle ci-joint.
- Le bordereau des prix unitaires dûment remplie daté et signé et cacheté par le soumissionnaire.
- Le devis quantitatif - estimatif de l'offre dûment remplie daté signé et cacheté par le soumissionnaire.

la durée de préparation des offres est fixée à (15) jours à partir de la première parution de cet avis d'appel d'offre dans les quotidiens nationaux ou dans le BOMOP.

Si cette date coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres sera prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.

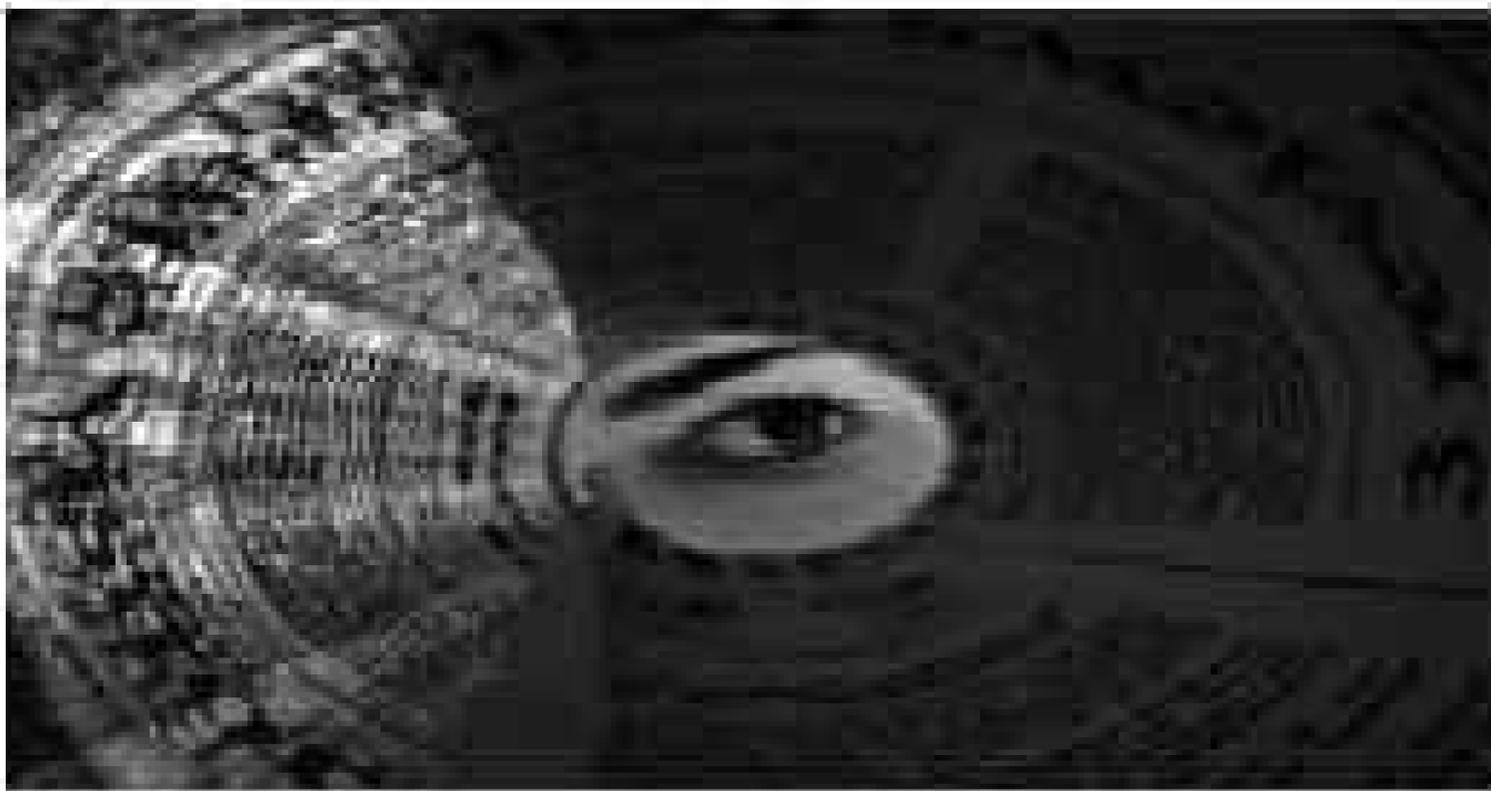
Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant un délai égal à la durée de préparation des offres telle que mentionnée ci-dessus, augmentée de trois (03) mois.

Le jour et l'heure limite de dépôt des offres correspondent au dernier jour de la durée de préparation des offres de 08 h 00 à 12 h 00

Par le présent avis les soumissionnaires sont invités à la séance d'ouverture des plis qui aura lieu le dernier jour de la durée de preparation des offres à 13h00 au siège de l'établissement .

Midi Libre n° 4343 - Dimanche 19 septembre 2021 - Anep 2116 016 350

MIDI



L'INFO, RIEN QUE L'INFO

ALGÉRIE TÉLÉCOM

Les différents moyens de paiement ADSL, 4G et Fibre

L'entreprise publique algérienne de télécommunications, Algérie Télécom, apporte des précisions sur le paiement électronique d'Internet (ADSL, 4G, Fibre)...



Djezzy organise la première édition ESWC Algérie !

Encore une première chez Djezzy ! La prestigieuse compétition l'Electronic Sports World Convention (ESWC) arrive en Algérie avec une première édition aux standards internationaux. Une bonne nouvelle pour les amoureux du gaming qui apprécieront, encore une fois, la mise en spectacle unique et innovante de jeux vidéo lors des tournois qualificatifs de cette compétition qui se déroule du 15 septembre au 20 novembre prochains.



ALGÉRIE TÉLÉCOM

Les différents moyens de paiement ADSL, 4G et Fibre

L'entreprise publique algérienne de télécommunications, Algérie Télécom, apporte des précisions sur le paiement électronique d'Internet (ADSL, 4G, Fibre)...

Bonne nouvelle pour la clientèle de l'opérateur téléphonique public ! L'entreprise a lancé le service de paiement électronique. Désormais, les clients d'Algérie Télécom ont la possibilité de recharger leurs comptes internet, à savoir ADSL, 4G et la Fibre et régler leurs factures téléphoniques en ligne et sans déplacement. Pour ce faire, plusieurs méthodes s'offrent à eux. Voici les divers moyens disponibles pour effectuer la transaction financière à distance.

En vue de réduire l'affluence des citoyens au niveau de ses agences, Algérie Télécom a opté pour le paiement. Les Algériens pourront à présent recharger leurs comptes internet, via le téléphone mobile. Cette démarche concerne l'ADSL, la 4G LTE mais aussi la Fibre. Algérie Télécom propose



plusieurs modes de paiement. Pour bénéficier de ce service à distance, le client peut utiliser la carte monétique Edahabia. Outre ce moyen de paiement, l'intéressé peut également exploiter sa carte interbancaire (CIB). Par ailleurs, une troisième possibilité s'offre au citoyen. Il est question du mode de recharge par carte et ticket. Ces derniers s'activent en appelant le serveur 1500.

Les plateformes de recharge internet

Penchons-nous à présent sur les plateformes de paiement disponibles. Le client peut effectuer la transaction sur le site Web officiel d'Algérie Télécom. Et ce, via l'espace client. Le rechargement Internet peut s'opérer par le biais de l'application mobile d'Algérie Télécom, e-paiement espace client. Cette dernière est téléchargeable sur Android. Cette nouvelle démarche vise à promouvoir le paiement électronique en Algérie. Notamment en

ces circonstances particulières où la propagation du coronavirus est imminente. Pour ce faire, Algérie Télécom offre des bonus aux clients optant pour la nouvelle méthode et ce, afin de les encourager dans cette nouvelle alternative qui aidera, effectivement, l'Algérie à entrer dans l'ère moderne de la numérisation. Mais aussi révolutionner les outils de transactions financières en Algérie.

Un Algérien crée une technologie permettant aux médecins d'avoir des données précises

Un jeune Algérien a brillé dans un programme télévisé grâce à une technologie qui facilitera le quotidien des médecins.

En effet, un jeune inventeur de nationalité algérienne a fait la fierté de son pays. Cela, en présentant son projet très innovant dans une émission télévisée qatarie, à savoir la saison 13 des - Stars Of Science -. Un programme qui a, comme son nom l'indique, pour but d'accueillir différents inventeurs du monde arabe. Parmi eux, l'Algérien Mohammed Sharif qui a conçu une technologie qui aidera les médecins dans leurs diagnostics. Avant de donner plus de détails à propos de cette invention, on précisera que la concurrence était vraiment rude cette année. Cela, en compagnie de plusieurs participants très compétents avec beaucoup d'idées ingénieuses. Cependant, et malgré le niveau de



concurrence élevé, Mohammed a pu se démarquer des autres concurrents.

Il a même obtenu le OK des juges, à savoir Fouad Mrad, professeur universitaire en ingénierie. En plus de Walid Banna gagnant de la saison 10 des Stars Of Science et médecin et professeur universitaire. Ce qui a permis à l'Algérien

de passer au prochain niveau dudit concours.

Zoom sur l'invention de Mohammed Sharif
Vous l'aurez deviné, si Mohammed Sharif a eu l'approbation des deux juges, c'est que son invention en valait vraiment la peine. Pour présenter son projet, le participant a commencé par demander aux deux (2) professeurs en face de lui si la télémédecine est assez précise de nos jours.

Chose à laquelle les juges ont répondu par un simple - oui -, mais l'Algérien était d'un tout autre avis. Il a déclaré qu'elle ne l'était pas encore. Cependant, cette pratique médicale à distance pouvait devenir encore plus précise grâce à son invention, affirme Mohammed. Il s'agit dans le détail d'une boîte qui est dotée d'équipements et de capteurs.

Des appareillages qui permettront d'analyser les informations du malade grâce à la technologie de l'intelligence artificielle (I.A.). Une technologie qui contribuera à obtenir, par distance, un rapport détaillé de l'état du patient. Ce qui amènera le médecin à avoir un diagnostic plus correct et, donc, plus fiable, assure le participant.

Oppo dévoile la nouvelle génération de technologie de caméra sous l'écran

La marque internationale leader d'appareils intelligents Oppo a dévoilé sa technologie de caméra sous l'écran (USC) de dernière génération pour les smartphones. En combinant le meilleur de l'innovation matérielle et des algorithmes d'IA exclusifs d'Oppo, la nouvelle solution d'objectif sous l'écran place discrètement l'appareil photo frontal sous l'écran du smartphone d'une manière qui maintient l'intégrité et la cohérence de l'ensemble, à la fois pendant l'utilisation et en veille. Offrant un équilibre parfait entre qualité constante de l'écran et qualité de l'image de la caméra, il s'agit d'une solution de caméra sous l'écran qui ne fait aucun compromis.

Cette nouvelle solution de caméra sous l'écran résout de nombreux problèmes techniques et de fabrication qui ont affecté la technologie d'objectif photo sous l'afficheur depuis le début de son développement. Les innovations incluent la résolution de problèmes tels que la qualité d'affichage incohérente dans la zone de l'écran au-dessus de la caméra sous l'écran, une mauvaise qualité d'image causée par l'obstruction de l'objectif par l'écran, ainsi que des problèmes de fiabilité et de durée de vie du produit. Grâce aux avancées dans ces domaines, Oppo a été en mesure de proposer une solution améliorée de caméra sous l'écran qui porte l'expérience plein écran de bout en bout à de nouveaux niveaux.

Un prototype de l'appareil photo OPPO de nouvelle génération sous l'écran

- La solution sous l'écran de nouvelle génération d'Oppo introduit de nouvelles géométries de pixel innovantes : la nouvelle solution réduit la taille de chaque pixel sans en diminuer le nombre, afin de garantir un affichage de haute qualité à 400 ppp, même dans la zone de la caméra.

- Câblage transparent et nouveau design : Oppo a remplacé le câblage traditionnel de l'écran par un matériau de câblage transparent innovant.

- Contrôle amélioré de la précision, de la couleur et de la luminosité de l'écran : contrairement à la norme industrielle actuelle qui consiste à utiliser un circuit de pixel pour piloter 2 pixels dans la zone de l'écran au-dessus de l'objectif, Oppo a inauguré une nouvelle solution utilisant une technologie d'écran propriétaire, chaque circuit de pixel contrôlant seulement un pixel. Associée à une technologie algorithmique précise d'Oppo, cette solution permet de contrôler avec précision les couleurs et la luminosité de l'ensemble de l'écran, avec un écart d'environ 2 %.

- Fiabilité et durée de vie améliorées : avec l'introduction du circuit de pixels 1-to-1 et de l'algorithme d'optimisation dédié, la solution de caméra sous-écran de nouvelle génération d'Oppo est capable de fournir une compensation d'affichage dans la zone de caméra sous l'afficheur de l'écran, améliorant la durée de vie de l'écran jusqu'à 50 %.

Les instituts de recherche américains d'Oppo ont mis au point une série d'algorithmes d'imagerie IA - Incluant la réduction de la diffraction, le HDR et l'AWB - afin de réduire certains des effets secondaires négatifs que l'on trouve généralement dans les caméras sous l'écran, comme les images floues et les reflets. À mesure que la demande des consommateurs pour des rapports écran/gabarit plus important et des facteurs de forme de smartphone novateurs augmente, Oppo investit massivement dans la recherche et le développement dans ces domaines. Oppo poursuivra ses travaux de recherche et de développement dans le domaine de la conception matérielle et des capacités de traitement algorithmique afin d'optimiser davantage sa technologie de caméra sous l'écran.

Djezzy organise la première édition ESWC Algérie !

Encore une première chez Djezzy ! La prestigieuse compétition l'Electronic Sports World Convention (ESWC) arrive en Algérie avec une première édition aux standards internationaux.

Une bonne nouvelle pour les amoureux du gaming qui apprécieront, encore une fois, la mise en spectacle unique et innovante de jeux vidéo lors des tournois qualificatifs de cette compétition qui se déroule du 15 septembre au 20 novembre prochain.

Créée en 2003, l'ESWC est un événement international emblématique des sports électroniques fondé sur la production de tournois de jeux vidéo rassem-



blant les meilleurs du monde et leurs fans dans le cadre de compétitions conçues comme de véritables spectacles et accueillant les différentes ligues et championnats des éditeurs de jeu.

Depuis sa création, l'ESWC contribue au développement des sports électroniques et innove

chaque année en créant des nouvelles formes de son expression, dans un souci d'universalité, d'équité sportive et de production d'un contenu de divertissement. En 16 ans, l'ESWC a accueilli plus de 200 tournois lors de plus de 30 événements majeurs qui ont distribué plus de 3 Millions de

dollars de dotations.

L'édition algérienne de l'ESWC se déroulera en trois phases majeures ; la première étape concerne le recrutement et s'étale du 15 septembre au 22 octobre, suivie par les Play-Off du 23 octobre au 10 novembre avec l'organisation des tournois League of Legends, Valorant et PUBG Mobile et enfin la phase finale qui sera diffusée en live stream le 19 et le 20 novembre.

En raison du contexte sanitaire, toute la compétition se déroule à 100% digitale. Si vous souhaitez participer à cette compétition internationale, ou en savoir davantage sur cet événement planétaire n'hésitez pas à aller vers le lien suivant: <http://bit.ly/3nbi3pc>. Bonne chance pour les gamers et bon spectacle pour le public !

Les premiers touristes de SpaceX ont entamé leur croisière spatiale

Quatre touristes spatiaux américains ont débuté mercredi passé un incroyable voyage en apesanteur dans un vaisseau de SpaceX, où ils doivent passer trois jours en orbite autour de la Terre sans aucun astronaute professionnel à bord, une première historique. La fusée Falcon 9 a décollé à l'heure prévue, 20h02 locales (00h02 GMT jeudi) depuis le centre spatial Kennedy en Floride, dans un grondement et une boule de feu illuminant la nuit.

Quelques minutes plus tard, le premier puis le second étage de la fusée se sont séparés, laissant la capsule Dragon et ses passagers seuls dans les cosmos.

"Peu y sont allés avant et beaucoup vont suivre. La porte s'ouvre maintenant, c'est assez incroyable", a déclaré le milliardaire Jared Isaacman, commandant de la mission, depuis l'intérieur de la capsule après avoir atteint l'espace.

Ils doivent voyager plus loin que la Station spatiale internationale (ISS), à une orbite visée de 575 km. Ils feront chaque jour environ 15 fois le tour du globe.

Baptisée Inspiration4, la mission est censée incarner un pas vers une démocratisation de l'espace, en prouvant que le cosmos n'est pas réservé qu'à des équipages d'astronautes triés sur le volet et formés durant des années.

Après avoir reçu la visite du patron de SpaceX Elon Musk, les quatre passagers s'étaient rendus sous le

soleil et les applaudissements d'une petite foule vers le bâtiment où ils ont ensuite enfilé leur combinaison faite sur mesure. Puis ils ont rejoint le mythique pas de tir 39A - d'où décolla notamment la mission Apollo 11 vers la Lune - où ils ont embarqué, et, après une série de vérifications des systèmes, l'écouille de la capsule a été fermée. Là-haut, ils pourront profiter d'une vue spectaculaire à travers un dôme de verre installé pour la première fois sur Dragon.

La mission a été affrétée par Jared Isaacman, 38 ans, patron d'une entreprise de services financiers et pilote aguerri. Le prix qu'il a payé à SpaceX n'a pas été dévoilé, mais se compte en dizaines de millions de dollars. Il a offert trois autres sièges à des inconnus.

Hayley Arceneaux, rescapée d'un cancer pédiatrique, est une assistante médicale de 29 ans. Elle est la plus jeune Américaine à se rendre dans l'espace, et la première personne avec une prothèse (de fémur).

Chris Sembroski, 42 ans, est un ancien de l'armée de l'Air américaine qui travaille désormais dans l'industrie aéronautique. Enfin, Sian Proctor, professeure de 51 ans, avait failli en 2009 devenir astronaute pour la Nasa. Elle est seulement la quatrième femme Afro-Américaine à aller dans l'espace.

"C'était un honneur de discuter avec Sian Proctor", a tweeté peu

après le décollage l'ancienne Première dame des Etats-Unis Michelle Obama. « Je pense à tous ces jeunes qui leveront les yeux vers cet équipage et rêveront grand grâce à eux. »

Formation accélérée

Au terme de leur périple, ils entameront une vertigineuse descente pour amerrir au large de la Floride. Pour SpaceX, il ne s'agit rien de moins que d'un premier pas vers une humanité multiplanétaire - la vision ultime d'Elon Musk.

Pour aider à comprendre l'effet de l'environnement spatial sur des novices, leurs données biologiques (rythme cardiaque, sommeil...) ainsi que leurs capacités cognitives seront analysées. Ils se plieront également à des tests comparant leurs performances avant et après le voyage.

Leur entraînement n'a duré qu'environ six mois. Le vol devrait rester entièrement automatisé, mais l'équipage a été formé par SpaceX pour pouvoir prendre le contrôle en cas d'urgence.

Pour se préparer, ils ont également effectué un trek dans la neige jusqu'à plus de 3.000 mètres d'altitude, et supporté la force g d'une centrifugeuse (long bras en rotation rapide) et de vols en jet. La mission sert par ailleurs de levier pour une immense levée de fonds pour l'hôpital pédiatrique de St Jude (Memphis, Tennessee), où

Secteur en ébullition

Cette mission conclut un été marqué par l'envol de milliardaires au-dessus de l'ultime frontière: Richard Branson le 11 juillet, à bord du vaisseau de Virgin Galactic, puis quelques jours plus tard Jeff Bezos, avec sa société Blue Origin. Mais ces vols suborbitaux n'offraient que quelques minutes en apesanteur.

Des touristes se sont déjà rendus en orbite : de riches personnalités sont par exemple allées dans l'ISS entre 2001 et 2009, à bord de fusées russes. Mais l'avènement des programmes d'entreprises privées marque aujourd'hui un tournant.

"Félicitations, Inspiration !", a tweeté le patron de l'agence spatiale américaine, Bill Nelson, après le décollage. "Nous sommes impatients face à l'avenir, un (avenir) où la Nasa n'est qu'un client parmi de nombreux autres dans le secteur spatial commercial."

SpaceX a déjà envoyé 10 astronautes vers l'ISS pour le compte de la Nasa lors de ses trois précédentes missions habitées, et prévoit par la suite d'autres vols de tourisme spatial. Le prochain dès janvier 2022, avec trois hommes d'affaires à bord.

Comment les Gafam dépensent des millions en lobbying pour influencer Bruxelles

Un premier rapport sur le lobbying des géants du Net en Europe dévoile l'ampleur des efforts déployés par les Gafam et les techniques utilisées pour tenter d'influencer le législateur européen.

Une armée au service des géants du Net. Ils sont 1.452 lobbyistes à dépenser 97 millions d'euros tous les ans depuis 2019 pour tenter d'influencer les décideurs à Bruxelles au profit des grands groupes du secteur des technologies. Pour la première fois, un rapport publié mardi 31 août par les ONG Lobby control et Corporate Europe Observatory (CEO) lève une partie du voile sur les efforts déployés par les Big Tech pour imposer leurs points de vue dans les couloirs des institutions de l'Union européenne.

"On connaissait le pouvoir économique de ces industries, mais nous nous sommes aussi rendu compte de leur poids dans le débat politique en Europe", souligne Max Bank, porte-parole de Lobby Control et l'un des co-auteurs du rapport.

Google en tête des dépenses de lobbying

Si plus de 600 groupes tech cherchent à influencer le législateur européen, la part du lion revient aux Gafam (Google, Amazon, Facebook, Apple, Microsoft). Aux côtés de Huawei, IBM, Intel, Qualcomm et Vodafone, ils dépensent 32 millions d'euros par an, soit près d'un tiers de l'ensemble de l'effort de lobbying du secteur.

Google arrive en tête avec une enveloppe annuelle de 5,75 millions d'euros, devant Facebook et Microsoft qui dépensent, respectivement, 5,5 millions et 5,25 millions d'euros pour s'attirer les bonnes grâces des décideurs européens.

L'intensité de cet effort de lobbying est probablement inédite dans l'histoire de l'UE. Il est difficile de l'affirmer avec certitude, car "les règles sur la transparence ont évolué ce qui fait qu'on a plus d'informations aujourd'hui qu'auparavant", explique Margarida Silva, analyste pour l'ONG Corporate Europe Observatory et co-auteurs du rapport, contactée par France 24. Néanmoins "aucun groupe, que ce soit dans le secteur automobile ou parmi les laboratoires pharmaceutiques, n'a jamais rendu publiques des sommes allouées au lobbying dans l'UE aussi importantes que les Gafam", ajoute-t-elle.

Cet argent sert essentiellement à payer des consultants ou des avocats qui savent taper aux bonnes portes à Bruxelles. Un lobbyiste sur 10 actifs à Bruxelles dans le secteur des nouvelles technologies travaille pour l'un des Big Tech, notent les auteurs du rapport.



La pression de ces géants du numérique, essentiellement des Américains, est d'autant plus forte actuellement "que les textes débattus à Bruxelles peuvent avoir des impacts très importants sur le modèle économique de ces grands groupes", souligne Margarida Silva.

Les dépenses de lobbying des dix principaux groupes tech Corporate Europe Observatory/Lobby Control Deux réformes sont particulièrement importantes aux yeux des Gafam : la législation sur le marché numérique (Digital Market Act, DMA) et la législation sur les services numériques (Digital Service Act, DSA). Ce sont des textes censés, respectivement, garantir une concurrence saine dans le secteur et rendre les plateformes - comme Facebook, Twitter ou YouTube - plus responsables pour les contenus illégaux publiés par leurs utilisateurs.

Ce n'est donc pas étonnant si Margrethe Vestager, commissaire européenne à la concurrence, et Thierry Breton, qui s'occupe du marché intérieur, sont les responsables européens qui ont reçu le plus de visites de lobbyistes des Big Tech ces deux dernières années.

Ces grands groupes ne se gênent pas non plus pour aller taper directement aux portes des ministres de chaque État. Apple, par exemple, a multiplié les réunions avec des membres du gouvernement estonien, très impliqué dans les débats sur le marché numérique européen, ont découvert les auteurs du rapport.

Faire traîner les choses

Mais cet effort de lobbying n'est pas qu'une question de gros sous et de réunions dans des bureaux cosy à Bruxelles. Il y a aussi tous les à-côtés. "Je me souviens du nombre indécent de déjeuners, séminaires et autres conférences organisés quotidiennement par ces grands groupes ou des boîtes de consultants travaillant pour eux", raconte Tommaso Valletti, écon-

omiste à l'Imperial College de Londres, durant une conférence de presse pour présenter les conclusions du rapport. Il a travaillé pour la direction générale de la concurrence de la Commission européenne entre 2016 et 2019.

"Il y a en outre tout un réseau de think tanks et de boîtes de consultants qui sont en partie financés par ces Big Tech et qui servent leurs intérêts à Bruxelles", ajoute Margarida Silva. Pour elle, cet entrisme dans les cercles de réflexion est potentiellement plus dangereux que le fait de multiplier les rendez-vous avec des députés européens ou des commissionnaires car "c'est fait en toute opacité" et la plupart des décideurs assistent à ces événements ou lisent les études sans savoir que l'auteur a des liens avec Google, Facebook ou Amazon.

Tous ces efforts ne servent pas à faire barrage aux législations qui ne plaisent pas aux Gafam. C'est bien plus pernicieux : "Ils cherchent à ralentir l'adoption des réformes ou militent pour que les textes soient écrits de telle manière qu'il est plus facile pour eux ensuite de contourner les mesures adoptées", explique Tommaso Valletti.

C'est ainsi, par exemple, que le règlement ePrivacy, initialement proposé en 2017, a traîné pendant des années au Conseil de l'UE, qui n'a pris position qu'en février 2021 sur le texte. Cette lenteur serait à mettre sur le compte d'un très discret et efficace lobbying des Gafam, estiment les auteurs du rapport.

Pour ralentir ainsi le processus législatif européen, les Gafam "utilisent la même technique que l'industrie du tabac dans les années 50 ou que les groupes pétroliers au sujet de l'impact climatique de leurs activités, c'est-à-dire l'agnotologie, ou l'art de semer le doute et cultiver l'ignorance", résume Tommaso Valletti. Ainsi, des documents détaillant la stratégie des lobbyistes de plusieurs Gafam, que les auteurs du rapport ont pu consulter,

souligne l'importance d'insister sur les "conséquences inattendues" de réformes comme le Digital Market Act, afin de faire hésiter les législateurs.

Lorsque des responsables de Facebook ou de Google évoquent très publiquement la "menace de la concurrence chinoise", c'est aussi une manière de faire peur au législateur. "Cela revient à dire que toute règle qui ferait du tort au Gafam serait une aubaine pour les méchants chinois", expliquent les auteurs du rapport.

Machine de guerre

C'est donc une vraie machine de guerre très bien financée que les Gafam ont mis sur pied en Europe. Les techniques ne sont pas nouvelles mais les moyens mis en œuvre sont à la hauteur d'un petit groupe de multinationales qui a accumulé un trésor sans commune mesure dans l'histoire économique moderne.

Contacté par le site américain TechCrunch, Google a affirmé qu'il "publiait toutes ses activités dans le registre européen de la transparence" et faisait tout "pour protéger l'indépendance des organisations que nous soutenons financièrement".

De son côté, la Commission européenne a déploré "que ces critiques [dans le rapport] ne tiennent pas compte que l'UE adopte des législations pour réguler le secteur Tech plus vite que dans n'importe quelle autre région démocratique du monde, comme avec le Règlement général sur la protection des données (RGPD)".

Ce texte, adopté en 2016, est d'ailleurs un exemple de succès face aux lobbyistes des Gafam, d'après Margarida Silva. Mais il aura fallu "quelques responsables européens courageux, une vraie implication de la société civile, des ONG qui ont eu voix au chapitre et des médias qui ont largement couvert ce sujet", souligne-t-elle. Autant dire qu'il faut une mobilisation générale pour arriver à la cheville des géants du Net.

TEBESSA, VACCINATION DES CITOYENS CONTRE LE CORONAVIRUS

Affectation de 17 équipes mobiles

Les services de la wilaya ont mobilisé les moyens matériels et humains nécessaires et des structures appartenant à divers secteurs pour attirer le plus grand nombre possible de citoyens désireux de se faire vacciner.

PAR BOUZIANE MEHDI

Dans le cadre de la campagne nationale de vaccination contre le coronavirus lancée samedi 4 septembre, la Direction de la santé et de la population de la wilaya de Tébessa a affecté 17 équipes mobiles pour la vaccination des citoyens contre le coronavirus émergent, qui devront parcourir la plupart des cités et groupes d'habitations à travers la wilaya. Ces équipes mobiles sillonnent les groupes d'habitations, les quartiers populaires et les zones reculées et enclavées

afin de rapprocher ce service de santé des citoyens et leur faciliter le processus de vaccination, a indiqué l'APS, ajoutant que les services de la wilaya ont mobilisé les moyens matériels et humains nécessaires et des structures appartenant à divers secteurs pour attirer le plus grand nombre possible de citoyens désireux de se faire vacciner, pour réussir le processus et pour acquérir une « immunité collective » qui permet de freiner la propagation de cette pandémie.

Saïd Belaïd, directeur local de la santé et de la population, a révélé la "mobilisation de 135 centres de vaccination pour les citoyens, encadrés par 160 médecins, 372 paramédicaux, 110 assistants administratifs et 17 équipes mobiles qui parcourent les zones reculées et enclavées, les zones d'ombre, les quartiers et les groupes d'habitations et que pas moins de 50.000 doses des vaccins Astra Zeneca et Sinovac ont été allouées", appelant les citoyens à se rendre "massivement" dans les centres de vaccination pour limiter la propagation de la pandémie.

Quant au wali de Tébessa, Mohamed El-Baraka Dahadj, il a affirmé, lors de sa visite dans plusieurs centres de vaccination au chef-lieu de wilaya pour s'enquérir du processus, la "mobilisation des moyens logistiques nécessaires pour réussir la campagne qui cible au moins 25.000 citoyens à travers la wilaya, soulignant son importance, en particulier à l'approche des rentrées sociale et scolaire, dans le but de préserver la santé publique et d'atténuer les mesures de confinement imposées depuis le début de la pandémie".

Après avoir reçu la première dose du vaccin, Karima, une citoyenne âgée de 52 ans, a déclaré : "J'avais peur des effets secondaires du vaccin mais j'ai été convaincue par la vaccination après avoir lu ses avantages évoqués dans un article scientifique publié par un médecin spécialiste sur internet" et dans ce contexte, elle a exhorté les citoyens à se rendre dans les centres de vaccination tout au long de cette campagne nationale de vaccination afin d'obtenir une immunité collective.

B. M.

BÉCHAR, PRÉSERVATION DU PATRIMOINE NATUREL ET CULTUREL LOCAL

Classement des territoires Taghit-Guir en parc national naturel

Le projet de décret exécutif portant classement des territoires Taghit-Guir (wilaya de Béchar et Béni-Abbès) parc national naturel, examiné lors de la réunion du gouvernement tenue, samedi 11 septembre, sous la présidence du Premier ministre, ministre des Finances, Aymen Benabderrahmane, est un "pas important" pour la préservation du patrimoine naturel et culturel local, ont estimé des responsables locaux. Le projet a été accueilli favorablement par le secteur des forêts et le mouvement associatif local qui l'ont considéré comme une initiative majeure à même de protéger la richesse et la diversité de la faune et la flore, mais aussi le patrimoine culturel de la région.

"Nous avons accueilli avec satisfaction la création prochaine du parc national, qui va encourager à la contribution efficace à la protection et à la préservation de la diversité biologique et des processus biologiques des sites naturels de ces régions", a déclaré à l'APS, Jallal Mounir, responsable de la Conservation des forêts de Béchar, initiatrice du projet avec l'apport du mouvement associatif local activant dans le domaine de la protection de l'environnement et du patrimoine culturel. La décision de classer les territoires de Taghit et Guir en parc national naturel, est "un pas très important" dans la protection de la diversité et de la richesse floristique et faunistique locale, ainsi que des différents sites du patrimoine naturel et culturel de cette partie du territoire du sud-ouest du pays, a estimé, de son côté, Noureddine Rahou, président de l'association culturelle "Saharienne", qui active aussi dans le domaine de la préservation du patrimoine naturel de Béchar. Même son de cloche chez l'association locale culturelle et de défense de l'environnement saharien "Ouarourout" de la wilaya de Béni-Abbès (240 kilomètres au sud de Béchar), qui voit en cette décision du gouvernement "le moyen institutionnel pour la valorisation du patrimoine naturel de cette région qui regorge d'un riche potentiel en la matière". La décision

du gouvernement de création de ce parc national naturel est "très importante" pour la préservation d'un pan important du patrimoine faunistique, floristique, et animalier de la région, notamment les espèces rares et uniques dans le monde, à l'image des gazelles dorcas et dama, "très rares et en danger d'extinction de par le braconnage sauvage", a souligné Abdelkader Telamani, président de "Ouarourout".

"La création prochaine du parc national, qui est d'un apport marquant à la protection de l'environnement et de la nature saharienne, devrait être suivie à l'avenir par son extension aux régions d'une grande importance patrimoniale et historique, à savoir celles des sept (07) tombes géantes de Tabelbella, de Marhouma et de Oued Anchal, dans la wilaya de Béni-Abbès", a préconisé M. Telamani. Le projet du parc national de Taghit-Guir, qui est une opération relevant du secteur des forêts, avec la contribution du mouvement associatif local, notamment l'association des "Amis de la Saoura", et qui s'étendra sur une superficie de 500.000 hectares, a pour principal objectif la protection de l'environnement et de la biodiversité de la vallée de la Saoura.

Le projet, qui a nécessité plusieurs années pour son élaboration, vise la préservation de la faune et de la flore spécifique à une grande partie de la région de la Saoura, et sa surveillance de disparition et de destruction. La création de ce parc national constitue un outil important dans la prise en charge et la protection de la biodiversité d'une grande région du Sud-ouest du pays, région où l'on recense l'une des rares zones humides du Sud ouest du pays, à savoir le plan d'eau du barrage de Djorf-Ettorba, et Dayet-Tiour. Les régions de Taghit et de la wilaya de Béni-Abbes, couvertes par ce parc naturel, sont marquées par la présence aussi de différents sites archéologiques, historiques et naturels d'une grande importance pour l'étude de l'évolution de l'histoire de l'humanité.

Elles englobent les stations de gravures rupestres de Taghit et d'Abadla et plusieurs palmeraies millénaires et autres sites naturels, notamment les hautes dunes de Taghit.

La prochaine création du parc national naturel vise aussi à endiguer l'avancée du désert par la protection des éléments existants de la faune et de la flore saharienne. Sa création vise également la protection et la mise en valeur du patrimoine archéologique, la promotion et le développement des infrastructures touristiques, en harmonie avec l'architecture et le paysage du milieu, de même qu'il permettra la protection de la faune dans une région où l'on recense une liste des mammifères à protéger. Il s'agit de 33 espèces, dont 6 espèces de chauves-souris, 12 autres de rongeurs, 3 espèces de canidés, 3 de mustélidés, 1 félidé et 4 espèces d'ongulés sauvages, ainsi que plusieurs espèces de reptiles, notamment le fouette-queue et la vipère à cornes. Au nombre de ces espèces, figurent des espèces menacées tant au niveau national que mondial comme le chat des sables, le fennec, le mouflon à manchettes, ainsi que des espèces de gazelles, selon la Conservation locale des forêts. La liste non exhaustive des oiseaux recensés dans ce parc comporte pas moins de 107 espèces, dont des oiseaux de passage ou migrateurs.

On y trouve aussi 16 autres espèces considérées endémiques au Maghreb et au Moyen-Orient, à l'exemple de la perdrix gabra, l'outarde houbara, en plus de la loutre commune qui a été introduite au barrage de Djorf-Ettorba depuis plusieurs années et fait désormais partie intégrante de la faune aquatique de ce site naturel, dont le lac s'étend sur 92 km².

APS

BLIDA

Caravane de solidarité au profit sinistrés en Kabylie

Une caravane de solidarité, au profit des éleveurs sinistrés suite aux incendies de la wilaya de Tizi-Ouzou, a été lancée, lundi 23 août à partir de Blida, à l'initiative de la chambre d'agriculture de la wilaya, en collaboration avec les conseils interprofessionnels des filières céréales et lait et de l'Union nationale des paysans algériens (UNPA).

Cette caravane, dont le coup d'envoi a été donné par la wali Kamel Nouisser à partir de la ferme pilote Chahid-Ben-Abdelkader de Mouzaïa, transporte 2.000 bottes de foin et 400 quintaux de son de blé chargés sur 8 camions. Cette initiative est une démarche urgente pour couvrir les besoins exprimés par les éleveurs de Tizi-Ouzou, suite aux gigantesques incendies ayant provoqué une pénurie dans l'aliment de bétail.

L'opération, inscrite au titre de la campagne de solidarité lancée par les autorités locales, la société civile et les citoyens de Blida au profit de Tizi-Ouzou et d'un nombre d'autres wilayas affectées par les derniers incendies, sera suivie par d'autres initiatives similaires dans les prochains jours, en vue d'atténuer les séquelles de cette crise. Le wali de Blida s'est félicité de cette "initiative généreuse de la part des paysans de la wilaya, en dépit des conditions climatiques difficiles traversées par l'Algérie, en raison de la sécheresse", a-t-il relevé.

Un fait également loué par le wali, qui a estimé que cette opération "contribue au renforcement de la cohésion nationale", a-t-il assuré.

À noter l'organisation de nombreuses opérations de solidarité par la société civile et les autorités locales, avec la contribution d'opérateurs économiques au profit des populations sinistrées à Tizi-Ouzou, destinataires de centaines de tonnes d'eau minérale, de produits alimentaires, de médicaments et de fournitures diverses.

ORAN

Curage des avaloirs et réseaux d'assainissement

Les services de la wilaya d'Oran ont lancé, depuis quelques jours, une large campagne de curage des avaloirs et des réseaux d'assainissement, ainsi que de nettoyage des lits d'oued, en prévision des pluies d'automne, a annoncé le directeur local des ressources en eau, Moussa Lebkaâ.

Il a indiqué que "l'opération, lancée au début de la semaine en cours, avec la participation des communes et des directions des ressources en eau et des travaux publics, ainsi que la société de l'eau et de l'assainissement d'Oran (Seor), a concerné tous les quartiers des communes et des zones rurales, sachant que les tâches ont été distribuées de façon à couvrir tout le territoire de la wilaya".

Le même responsable a ajouté que "la direction des ressources en eau a pris en charge le nettoyage des lits des oueds et l'enlèvement des boues et des pierres accumulées se trouvant en dehors de la ville, alors que la tâche de nettoyage des réseaux d'assainissement et des avaloirs a été confiée aux communes et à la société Seor, ainsi qu'à la direction des travaux publics".

APS

DÉCOLLAGE ÉCONOMIQUE EN ALGÉRIE

Booster les investissements générateurs de richesses et d'emplois

L'urgence afin de concrétiser le décollage économique en Algérie est de développer rapidement les secteurs stratégiques créateurs de richesses et d'emplois, tels que le tourisme et l'agriculture.



Le gouvernement s'emploie, à travers son plan d'action adopté par l'Assemblée nationale, à asseoir de nouvelles bases pour réaliser le décollage économique, à travers une révision "approfondie" de la loi sur l'investissement et une réforme du système de gestion du foncier destiné à l'investissement, outre la numérisation des marchés publics et la recherche de moyens de financement alternatifs. En réponse aux députés de l'Assemblée populaire nationale dans le cadre du débat sur le Plan d'action du gouvernement, le Premier ministre, ministre des Finances, Aymen Benabderrahmane, a indiqué que le "gouvernement a finalisé la révision de la loi relative à l'investissement qui sera présentée dans les semaines à venir à l'APN".

Cette révision "profonde" a été menée pour prendre en charge les préoccupations exprimées par les opérateurs économiques qui ont demandé la levée des obstacles qui empêchent la réalisation des projets d'investissement. Le Premier ministre a indiqué que cette réforme donnera "des signaux forts et des garanties susceptibles d'accroître l'attractivité du pays aux investissements étrangers directs et d'établir des partenariats réels et solides à même de contribuer au développement de l'économie nationale".

Le gouvernement entend également numériser les marchés publics en créant un portail électronique qui leur est dédié, avant la fin de l'année 2021, selon le Premier ministre, qui a affirmé que cette mesure s'inscrivait dans les mesures visant à rationaliser les dépenses et à améliorer la gestion de l'Argent public.

Le Premier ministre a indiqué que le gouvernement s'attelait actuellement à réviser le cadre législatif et réglemen-

taire de la gestion du foncier destiné à l'investissement en vue de faciliter aux investisseurs l'obtention des assiettes foncières nécessaires pour la réalisation des projets et l'élimination du "blocage" que connaît actuellement l'opération d'octroi du foncier industriel. Le recensement du foncier industriel a démontré que de "vastes" assiettes étaient inexploitées par leurs bénéficiaires. Concernant le financement du plan d'action que les députés avaient débattu avec "grand intérêt", M. Benabderrahmane a indiqué que le nouveau plan d'action qui vise la relance et la diversification de l'économie nationale se base sur de nouveaux modes de financement, à même de réduire la dépendance aux recettes pétrolières. Parmi ces nouveaux modes, figurent principalement le recours au marché financier par la relance de la Bourse, la promotion du rôle des banques dans l'accompagnement et le soutien des investissements et des entreprises, outre l'ouverture des capitaux des banques publiques, l'ouverture de nouvelles banques privées, la promotion de la finance islamique, ainsi que l'établissement d'un partenariat public-privé pour financer des projets d'infrastructures économiques en vue de créer des postes d'emploi.

Symbiose public-privé

A cet effet, Benabderrahmane a annoncé la présentation du projet de loi relatif au partenariat public-privé dans les "prochains jours".

Le Premier ministre a affirmé, dans ce contexte, que le budget de l'État est basé à 30 % sur la fiscalité pétrolière et à 70 % sur la fiscalité ordinaire, soulignant l'impératif de distinguer la part du secteur pétrolier en termes de

recettes en devise qui oscillent entre 96 et 97 % de la fiscalité pétrolière qui représente 30 % du budget de l'État. Benabderrahmane a indiqué, en outre, que les prémices d'une reprise économique commençaient à se dessiner à l'horizon, après la stagnation induite par la pandémie (Covid-19).

La "reprise économique est en bonne voie avec un taux de 2,8 % enregistré durant le premier trimestre, lequel devrait dépasser les 4 % à la fin de l'année 2021", a indiqué le Premier ministre, ajoutant qu'"il s'agit là d'un indicateur positif pour l'emploi et la stabilité des prix". Il a expliqué, en outre, la hausse des prix de certains produits alimentaires au niveau local par la hausse importante des prix enregistrée sur les marchés mondiaux, induite par les retombées de la pandémie, ajoutant qu'il s'agit d'une hausse "conjoncturelle". "La réforme du système de subvention vise un meilleur ciblage garantissant ainsi une justice sociale", a ajouté Benabderrahmane, soulignant qu'"à travers la loi des finances 2021, un montant de 1.900 milliards DA a été alloué à l'aide sociale, soit 23,78 % du budget de l'État".

2.790 milliards DA pour l'assainissement des entreprises publiques depuis 1991

Evoquant la situation des entreprises publiques nationales, le Premier ministre a déclaré qu'"en dépit du soutien de l'État à ces entreprises, celles-ci sont restées dans une situation difficile" et l'enveloppe financière affectée à leur assainissement depuis 1991 jusqu'au 30 juin 2021 s'élève à près de 2790 milliards DA. Il a été décidé, à cet effet, de revoir la gouvernance de ces entreprises et les modalités de leurs gestion,

en les soumettant à des contrats de performance stricte pour qu'elles soient l'une des piliers "importants" pour la relance économique, a-t-il dit.

Il est inconcevable de voir l'aspect commercial et productif d'une entreprise économique composé de 600 travailleurs, alors que celui administratif est de 1.000 travailleurs.

Le gouvernement œuvre à récupérer les potentialités des entreprises publiques économiques, a ajouté le Premier ministre, faisant état d'un recensement national des différentes entreprises qui se trouvent en état de fermeture ou de stagnation.

Entre autres ces entreprises, le Premier ministre a cité la société "ALZINC" de Ghazaouet, le complexe de papier à Saïda, l'usine de levure à Boucheougouf, l'usine de marbre à Guelma, l'usine de verre à Tébessa, la société africaine de verre à Taher, l'usine de céramique sanitaire à Médéa et l'usine de cuirs à Sig, lesquelles constituaient "la fleur du tissu industriel de l'économie nationale". Le Premier ministre a indiqué que "certaines parties n'ont pas saisi l'occasion comme il se doit et se sont dirigées vers l'importation, ce qui nous a fait perdre des milliers d'emplois et la fermeture de centaines d'entreprises. Il est grand temps de récupérer ces entreprises et d'en faire un moyen de création de richesses et d'emplois". Concernant le soutien au développement dans les régions érigées récemment en wilayas, Benabderrahmane a indiqué que le gouvernement avait pris en charge cette préoccupation par une série de mesures urgentes et des affectations financières déterminées après définition des besoins et évaluation de l'incidence financière dans le cadre d'une commission interministérielle.

Les opérations au titre de l'année 2021 seront enregistrées concernant la réhabilitation des infrastructures, avec une enveloppe financière de 3,4 milliards de dinars, parallèlement au dégel des opérations inscrites au profit de la wilaya mère et relative à l'examen de la réalisation des infrastructures et logements au niveau de ces nouvelles wilayas. **R. E.**

CRÉATION D'UN PORTAIL ÉLECTRONIQUE DÉDIÉ AUX MARCHÉS PUBLICS AVANT FIN 2021

Rationaliser les dépenses et améliorer la gestion de l'argent public

Le gouvernement compte numériser les marchés publics à travers la création d'un portail électronique dédié à cet effet et ce, avant la fin de l'année en cours, a annoncé le Premier ministre, ministre des Finances, Aymen Benabderrahmane.

En réponse aux questions des députés de l'APN dans le cadre du débat du Plan d'action du Gouvernement, le Premier ministre a précisé que cette mesure s'inscrivait dans le cadre des

procédures visant la rationalisation des dépenses et l'amélioration de la gestion de l'argent public.

La numérisation des marchés constitue "l'une des priorités du gouvernement puisque elle revêt une grande importance en matière d'amélioration de la transparence et de la performance des dépenses publiques", a-t-il soutenu. "Se diriger vers la numérisation est consacré dans l'avant-projet de loi fixant les règles générales des

marchés publics qui sera présenté dans les plus brefs délais à l'APN", a fait savoir M. Benabderrahmane.

Dans le cadre du principe de la rationalisation des dépenses publiques, le Premier ministre a rappelé les textes réglementaires mis en œuvre afin d'éviter au Trésor public et à l'État, de grandes dépenses suite à l'introduction de projets pas encore arrivés à maturation. Il a évoqué, à ce propos, le volume des fonds "colossaux" dépen-

sés pour la réévaluation des projets pas encore arrivés à maturation, faute de maîtrise des délais de réalisation, s'élevant à plus de 8.908 milliards DA entre 2005 et 2020.

Dorénavant, poursuit le ministre, le gouvernement ne permettra point l'inscription de projets publics non soumis à une étude de faisabilité "opérationnelle et profonde".

R. E.

LÉGISLATIVES RUSSES

L'opposition dénonce "une censure" de Google et Apple

Une application mobile électorale anti-Kremlin a subitement disparu des boutiques en ligne de Google et Apple. Les deux géants américains auraient cédé à de fortes pressions de la part du pouvoir russe dont des menaces de représailles contre leurs salariés.

L'opposition russe a accusé vendredi 17 septembre les géants Google et Apple de "censure" après la suppression d'une application électorale mobile anti-Kremlin, au premier jour de législatives marquées aussi, selon les détracteurs du pouvoir, par des fraudes. À l'isolement à cause d'un foyer de Covid-19 dans son entourage, le Président Vladimir Poutine a voté électroniquement. Le retrait de l'application du mouvement de l'opposant emprisonné Alexeï Navalny intervient après des mois de répression qui ont écarté les détracteurs de Vladimir Poutine de ces élections prévues sur trois jours, de vendredi à dimanche.

"L'État russe tout entier et même les grandes entreprises de la tech sont contre nous, mais cela ne signifie pas que nous pouvons baisser les bras", a affirmé sur Telegram la chaîne de l'équipe de Navalny.

Leonid Volkov, responsable exilé de l'opposition, a accusé Apple et Google de "censure et de céder au chantage du Kremlin" en supprimant le logiciel de leurs boutiques. "Cette application est illégale dans notre pays", a répliqué le porte-parole de la présidence russe, Dmitri Peskov.

Comme presque aucun candidat anti-Poutine n'a été autorisé à se présenter aux législatives, les partisans de Alexeï Navalny ont élaboré une straté-



gie dite du "vote intelligent" destinée à soutenir le candidat - souvent communiste - le mieux placé pour mettre en difficulté celui du parti au pouvoir, Russie Unie. L'application permettait de savoir pour quel concurrent voter dans chaque circonscription des législatives mais aussi lors de dizaines d'élections locales et régionales. Par le passé, cette approche avait rencontré un certain succès, notamment à Moscou en 2019. Google et Apple n'ont pas commenté dans l'immédiat. Mais Moscou a multiplié ces derniers temps les admonestations aux géants de l'internet refusant de supprimer des contenus jugés illégaux, notamment ceux du mouvement de Navalny banni pour "extrémisme" depuis juin. Des représentants d'Apple et Google avaient été convoqués jeudi devant une commission de la chambre haute du Parlement.

Vendredi, le sénateur Andreï Klimov, chef de cette commission, a estimé que les groupes américains "ont tiré la seule conclusion valable de leur conversation".

D'après une source proche du dossier, Apple a supprimé cette application par peur des représailles pour ses salariés, après avoir reçu des "menaces d'arrestation" en Russie. Une autre source a assuré que Google a aussi

pris cette décision "sous une contrainte sans précédent", citant "des menaces publiques graves contre les employés locaux".

Quelque 108 millions de Russes sont appelés aux urnes pour élire les 450 députés de la chambre basse du Parlement, la Douma.

À 17 h GMT vendredi, le taux de participation s'est établi à 16,85 %, selon la Commission électorale centrale.

"Dans ces conditions de restrictions sanitaires, de quarantaine, j'ai accompli mon devoir citoyen en ligne", a déclaré le président russe, dans une vidéo diffusée par le Kremlin.

Ses détracteurs ont eux dénoncé des fraudes, diffusant comme à chaque scrutin de nombreuses vidéos et photos sur les réseaux sociaux.

Souçons de fraude

Ils ont ainsi expliqué des queues importantes constatées devant certains bureaux de vote par les pressions exercées sur des fonctionnaires et des employés par leurs chefs pour qu'ils aillent voter durant leurs heures de travail. L'ONG spécialisée dans l'observation électorale, Golos, détaille aussi sur son site internet ce type de fraudes, publiant par exemple

des photos de piles de bulletins pliés en tas à l'intérieur des urnes.

Cette organisation respectée a été classée "agent de l'étranger" par le gouvernement russe, un label infamant compliquant son activité.

Parmi les électeurs interrogés par l'AFP, certains ne cachaient pas leur déception. Evguéni Kovtounov, un informaticien, a estimé qu'aucun "changement significatif" ne ressortirait du scrutin.

À Moscou également, Mikhaïl Streltsov, retraité de 91 ans, se satisfait au contraire du statut quo : "le plus important est que le pays soit stable et se développe".

L'essentiel de l'opposition a été bannie du scrutin, apogée de mois de répression entamés avec l'arrestation d'Alexeï Navalny, alors qu'il rentrait en Russie en janvier après un empoisonnement dont il accuse le Kremlin. Impopulaire, sur fond de scandales de corruption et de baisse du niveau de vie, le parti Russie Unie compte moins de 30 % d'opinions favorables selon les sondages.

Mais la formation devrait néanmoins s'imposer, faute de concurrence réelle, les autres partis représentés à la Douma étant dans l'ensemble dans la ligne du Président Poutine, qui reste très populaire.

AFGHANISTAN

Le ministère des Femmes devient celui de la Promotion de la vertu et de la Prévention du vice

La police religieuse a pris ses quartiers dans ce qui fut jusqu'à il y a encore un mois le ministère des Affaires féminines et qui est désormais le ministère de la Promotion de la vertu et de la Prévention du vice, à Kaboul, le 17 septembre 2021.

Les talibans continuent de mettre leur régime en place depuis leur prise du pouvoir le 15 août. Vendredi, à Kaboul, ils ont fermé le ministère des Affaires féminines pour le remplacer par celui de la Promotion de la vertu et de la Prévention du vice.

Sur le nouveau panneau accroché au fronton de la bâtisse, on lit désormais "ministère de la Promotion de la

vertu et de la Prévention du vice".

Les talibans font disparaître tout ce qui lié aux femmes afghanes

"C'est malsain", s'insurge Samira Hamidi. La chargée de campagne sur l'Asie du Sud à Amnesty International dénonce l'initiative du nouveau régime fondamentaliste. "Les talibans font disparaître tout ce qui lié aux femmes afghanes", dit-elle. Elle pose également la question de l'avenir des 1.500 employés du ministère, pour la plupart des femmes. Des dizaines d'entre elles se sont rassemblées devant la bâtisse vendredi 17 septembre pour exprimer

leur désaccord. Elles ont été renvoyées chez elles. Les talibans ont exhorté les fonctionnaires à retourner travailler mais pas les femmes. Celles-ci ne peuvent travailler que dans des lieux où la ségrégation est mise en place.

L'éducation des filles en suspens

Les établissements scolaires dans le secondaire sont soumis aux mêmes règles. Ils rouvrent ce samedi leurs portes en Afghanistan, mais uniquement pour les garçons. L'Unicef a exprimé son inquiétude à ce sujet.

Les femmes conservent certes le

droit d'étudier à l'université, mais elles devront pour cela porter une abaya ainsi qu'un hijab et les cours se feront dans la mesure du possible en non-mixité. Par ailleurs, aucune femme ne figure au sein du nouvel exécutif provisoire présenté début septembre.

Les talibans, en faveur d'une application stricte de la charia, la loi islamique, procèdent à des changements profonds dans le système administratif. Des changements qui rappellent leur régime de 1996. Certaines voix en Afghanistan dénoncent le retour à l'obscurantisme.

Agences

ENCEINTES SPORTIVES

Feu vert pour le retour du public avec pass sanitaire

Le ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS) a annoncé jeudi le retour du public aux stades et salles de sport, sur présentation du pass sanitaire, en vue de la nouvelle saison sportive 2021-2022.

"En rappel de la décision du Premier ministre du 13 septembre relative à l'allègement du protocole sanitaire et dans le cadre de la reprise des activités sportives et de jeunesse, il a été décidé la réouverture des infrastructures sportives, publiques et privées, ainsi que la reprise des activités et compétitions dans toutes les disciplines, sous condition du strict respect du protocole sanitaire tel que préconisé par les autorités publiques pour faire face à la propagation de la pandémie du Coronavirus", indique un communiqué du MJS. "L'accès aux stades et salles de sport est ouvert au public à condition de la présentation d'un pass sanitaire confirmant la prise du vaccin", a précisé le communiqué du MJS.



la campagne nationale de vaccination prolongée jusqu'à la fin de l'année

Le 5 septembre courant, le MJS avait décidé, rappelle-t-on, la réouverture des infrastructures sportives et la reprise des activités compétitions dans toutes disciplines à partir du lundi 6 septembre 2021.

"Dans le cadre de la reprise des activités sportives en prévision des compétitions sportives importantes, dont les Jeux méditerranéens-2022 à Oran, afin de permettre aux différentes sélections nationales de se pré-

parer dans les meilleures conditions au démarrage des différents championnats nationaux" avait alors souligné le MJS dans son communiqué.

Le communiqué de la tutelle avait, en outre, souligné "que la réouverture des infrastructures sportives et la reprise des compétitions à partir du 6 septembre est subordonnée à la présentation du pass-sanitaire qui confirme la vaccination de tous les gestionnaires de ces infrastructures et le respect total du protocole sanitaire tel que préconisé par les autorités publiques pour faire face à la propagation de la pandémie du

CHAMPIONNATS D'AFRIQUE SENIORS DE JUDO

La 43^e édition en mai à Oran

La 43^e édition des championnats d'Afrique (messieurs/dames) de judo se déroulera du 21 au 24 avril 2022, au palais des congrès de l'hôtel Meridien (Oran), a annoncé vendredi la Fédération algérienne de la discipline (FAJ). Outre ces championnats d'Afrique "seniors", ledit lieu abritera pendant la même période le tournoi d'exhibition "Kata", a-t-on encore précisé de même source. Les grands évè-

nements sportifs organisés par l'Algérie se déroulent généralement à Alger, mais cette fois, le choix s'est porté sur "El Bahia" essentiellement par rapport aux prochains Jeux méditerranéens, prévus la même année, et dont les épreuves de judo se dérouleront également au palais des congrès de l'hôtel Meridien. Ainsi, ces championnats d'Afrique "seniors" constitueront une bonne préparation pour

les organisateurs, et les mettront dans les conditions du réel avant d'accueillir ce deuxième grand événement sportif de l'année.

Les derniers championnats d'Afrique de judo qui ont été organisés par l'Algérie remontent au début de l'année 2000. Il s'agissait de la 22^e édition de cette compétition, abrité par la salle Harcha-Hacène (Alger) entre le 9 et le 14 mai 2000.

MARATHON DE MEDGHACEN

La 11^e édition décalée au 4 décembre

La onzième édition du Marathon International de Medghacen, initialement prévue le 2 octobre 2021 dans la Wilaya de Batna (Est) a été finalement décalée au 4 décembre de la même année, a annoncé vendredi la Fédération algérienne d'athlétisme (FAA), sans préciser le motif de ce report. Un ajournement qui cependant devrait arranger parfaitement les affaires des athlètes, car grâce à ce report, ils bénéficieront de plus temps pour bien préparer cette compétition, surtout après la décision des pouvoirs publics de rouvrir les différentes installations sportives. En effet, depuis l'apparition de la pandémie du nouveau coronavirus, la plupart des infrastructures sportives ont dû fermer leurs portes, et les athlètes d'élite, qui préparaient entre autres les Jeux olympiques de Tokyo étaient pratiquement les seuls à bénéficier d'une dérogation spéciale pour s'y entraîner. Une situation qui s'est répercutée négativement sur la forme physique des athlètes, car restés plusieurs mois sans compétition officielle, sans même pouvoir s'entraîner.

Une donne qui cependant devrait changer prochainement,



avec la réouverture des différentes installations sportives, à condition bien sûr que les athlètes disposent d'un pass sanitaire pour pouvoir les fréquenter. D'ailleurs, même pour participer au Marathon International de Medghacen, les coureurs devront apporter la preuve qu'ils ont reçu les doses de vaccin contre la Covid-19, ainsi qu'un "test PCR, datant de moins de 72 heures avant le jour de la compétition" ont encore précisé les organisateurs.

EQUIPE NATIONALE

L'Algérie accepte de jouer à Niamey

Les Verts affronteront, bel et bien, le Niger, le 11 octobre prochain au stade Général Seyni Kountché de Niamey, pour le compte de la quatrième journée des qualifications pour le Mondial 2022. Alors que la Mena avait reçu le Burkina Faso à Marrakech, lors du premier match des éliminatoires, faute d'homologation de son stade par la CAF, elle pourra accueillir les Champions d'Afrique chez elle. L'instance continentale a accordé « une approbation temporaire » pour le stade Général Seyni Kountché.

Selon nos informations, les autorités algériennes, qui entretiennent de bonnes relations diplomatiques avec leurs homologues du Niger, ont accepté que l'équipe nationale fasse le voyage à Niamey.

LIGUE DES CHAMPIONS

Mahrez à la hauteur de Madjer avec 11 buts

En marquant lors d'un match épique face à Leipzig (6-3) mercredi soir, en match de la première journée de la Ligue des champions, Riyad Mahrez est devenu co-meilleur buteur algérien en C1 avec 11 buts, à égalité avec l'ancien capitaine des Verts Rabah Madjer, indiqué vendredi l'instance européenne.

L'Algérien avait été époustouflant avec trois buts en deux matches dans les demi-finales de l'UEFA Champions League contre Paris la saison dernière avant de s'incliner contre Chelsea en finale. Il semble avoir repris la compétition cette semaine sous les mêmes auspices en égalant un prestigieux record dès la première journée, a estimé l'UEFA. Lors de l'improbable victoire 6-3 sur Leipzig dans le Groupe A, mercredi, le natif de Sarcelles a inscrit un penalty qui fait de lui le meilleur buteur algérien dans la Coupe des champions, à égalité avec le grand Rabah Madjer. L'Algérois, qui avait mis à terre le Bayern lors de la finale 1987 avec la talonnade légendaire qui porte depuis son nom, la Madjer, était jusqu'ici le meilleur buteur algérien de l'Histoire de la C1 avec 11 réalisations. Il n'est plus seul puisque Mahrez a délaissé la deuxième place qu'il occupait avec Hilal Soudani (10 buts en comptant les qualifications). Mahrez dispute sa cinquième Ligue des champions avec un total de 35 matches joués pour 11 buts inscrits et 12 passes décisives. Il avait atteint la finale de la C1 la saison dernière perdue face à Chelsea (0-1). Mahrez possède un riche palmarès avec 11 titres majeurs en club et en sélection nationale dont trois titres de champion d'Angleterre (2016, 2019 et 2021) et une Coupe d'Afrique des nations (2019) Il a été élu Joueur de l'année de l'Association anglaise des joueurs professionnels (PFA) et Ballon d'Or africain 2016. Top 3 des meilleurs buteurs algériens en C1 1. Mahrez et Madjer, 11 buts 3. Soudani, 10 buts

VILAINE



21h00



Mélanie est une jeune fille accablée par son patron et sa voisine. Naïve et généreuse, elle supporte et endure tous les mauvais coups que lui inflige son entourage. Mais un jour, après une ultime humiliation, Mélanie décide de se venger : elle devient «vilaine» et exploite son patron, joue de sales tours aux amies d'Aurore, et donne des «conseils» avisés à tout le monde, calculés à l'avance, bien évidemment. Sauf que la méchanceté, ça ne s'apprend pas en deux jours, surtout quand on a été une gentille fille toute sa vie

C'EST PAS PARCE QU'ON A RIEN À DIRE QU'IL FAUT FERMER SA GUEULE



21h00



Deux truands minables, Max et Riton travaillent dans le vol de voitures, dirigés par un «cerveau», Phano. Leur maladresse est telle que Phano songe à les renvoyer. Pourtant, il a besoin d'eux pour le «coup du siècle» : le cambriolage de la caisse de retraite de la SNCF, dont le coffre est, au sous-sol de la gare de l'Est, dans une salle mitoyenne des toilettes. Il suffit de percer la cloison d'une cabine. Phano, Max et Riton vont se succéder dans cette cabine en utilisant des déguisements divers pour ne pas se faire remarquer de «Madame Pipi», la préposée aux toilettes

NIGHT AND DAY



21h00



Lorsque June monte à bord d'un avion à Wichita, dans le Kansas, la jeune femme n'imagine pas une seconde ce qui l'attend. Après avoir brièvement flirté avec son charmant et mystérieux voisin, tout bascule en l'espace d'un instant : leur avion s'écrase dans un champ de maïs et ils sont les seuls survivants du crash... Sans avoir eu le temps de reprendre son souffle, June se retrouve traquée. Elle esquive des balles à Boston, saute sur des toits en Autriche et fuit des taureaux déchaînés dans les rues de Séville, en compagnie d'un agent secret potentiellement dangereux et instable - mais très séduisant

LES ENQUÊTES DE MURDOCH



21h00



L'agent Terrence Meyers a une nouvelle fois besoin de l'inspecteur Murdoch pour résoudre une affaire. Ses services ont réussi à intercepter un appel à l'aide envoyé par James Pendrick et le temps presse : ce dernier a été enlevé et la vie de l'inventeur est en danger. Une course contre la montre s'engage alors pour tenter de le retrouver



LA SELECTION DU MIDI LIBRE

ZODIAC



21h00



Zodiac, l'insaisissable tueur en série qui sévit à la fin des années 1960 et répandit la terreur dans la région de San Francisco, fut le Jack l'Éventreur de l'Amérique. Prodiges en messages cryptés, il semait les indices comme autant de cailloux blancs, et prenait un malin plaisir à narguer la presse et la police. Il s'attribua une trentaine d'assassinats. Ceci est la chronique de sa traque, qui s'étire sur deux décennies. L'inspecteur David Toschi et son partenaire, William Armstrong, partent sur ses traces. Tout comme Robert Graysmith et Paul Avery, respectivement dessinateur de presse et spécialiste des affaires criminelles au «San Francisco Chronicle»

LES JUSTES



21h00



Découvrez une mise en scène inédite imaginée par Abd al Malik, associant hip-hop, électro et musique instrumentale du texte puissant d'Albert Camus. Une tragédie musicale plus que contemporaine à découvrir sur les planches du Théâtre du Châtelet, une version revisitée qui permet au texte de trouver une audience plus large grâce à la déclamation en musique. Cette représentation offre par ailleurs une transdisciplinarité salutaire, qui permet d'abattre les cloisons entre les arts et les gens

ZONE INTERDITE ÉLYSÉE : DANS LES COULISSES DU PALAIS



21h00



À chaque édition des journées du Patrimoine, l'Élysée, un lieu cher au cœur des Français, bat des records d'affluence. Exceptionnellement, les caméras de «Zone interdite» ont pu filmer derrière les murs de ce palais pendant dix-huit mois. Plus de 800 personnes y travaillent chaque jour dans l'ombre. Parmi elles, une centaine de jeunes recrues et d'apprentis sont formés par les meilleurs spécialistes et artisans du pays. Car l'Élysée est aussi la vitrine du savoir-faire français. Arthur, 16 ans seulement, fait ses premiers pas en pâtisserie dans les prestigieuses cuisines présidentielles. Pour la plus grande fierté de sa famille

CHAMBOULTOUT



21h00



Béatrice célèbre avec les siens la sortie de son livre, dans lequel elle raconte l'accident de son mari qui a bouleversé leur vie. Frédéric a perdu la vue et ne peut s'empêcher de dire tout ce qu'il pense : c'est devenu un homme imprévisible et sans filtre bien que toujours aussi drôle et séduisant. Mais ce livre, véritable hymne à la vie, va déclencher un joyeux pugilat car même si Béatrice a changé les noms, chacun de ses proches cherche à retrouver son personnage. Le groupe d'amis et la famille tanguent mais certaines tempêtes sont salutaires



Web : www.lemidi-dz.com

Gérant : Reda Mehigueni
e-mail : direction@lemidi-dz.com

La rédaction
e-mail : redaction@lemidi-dz.com

Standard : 021.18.22.67
Rédaction : Tél-Fax : 023.18.22.67
Publicité : Tél-Fax : 023.18.22.67
publicite@lemidi-dz.com
Pour vos publicités s'adresser à l'ANEP
01, avenue Pasteur, Alger

Impression :
Centre : SIA Diffusion : Midi Libre
EURL Midi Libre
au capital social de 12.000.000 DA
Compte Bancaire :
SGA Bouzaréah : 021000071130000214 clé 16
Adresse : 12 rue Fouzia-Moulahe Rostomia Clairval Alger.

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de la rédaction. Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration, adressés ou remis à la rédaction ne seront pas rendus et ne feront l'objet d'aucune réclamation.

Fajr	05:03
Dohr	12:43
Asr	16:14
Maghreb	18:55
Icha	20:15

SELON DES SCIENTIFIQUES ARGENTINS

LE SPOUTNIK V OFFRE UNE PROTECTION PLUS ÉLEVÉE CONTRE LE VARIANT DELTA

Le Soutnik V a montré une meilleure efficacité contre le variant Delta par rapport à deux autres vaccins anti-Covid, selon une étude de chercheurs de l'université nationale de Cordoba, en Argentine. Plus tôt, des experts américains avaient décrit les conditions du développement d'une immunité "surhumaine".

Le vaccin russe Soutnik V s'est avéré plus efficace que les préparations Sinopharm et AstraZeneca quant à la neutralisation de la souche Delta du SARS-CoV-2 chez des personnes qui ont déjà été infectées par le nouveau coronavirus.

Cette conclusion a été annoncée cette semaine par des experts de l'Institut de virologie au sein de l'université nationale de Cordoba, en Argentine, sur la base d'une étude effectuée récemment.

Les scientifiques ont comparé au total les réponses immunitaires à la souche originale du SARS-CoV-2 et au variant Delta chez 309 personnes. Parmi les participants à l'étude, 41 ont déjà été malades du Covid-19 mais non-vaccinés tandis que 268 avaient reçu deux injections des vaccins AstraZeneca (78 personnes, dont 21 exposées au Covid-19), Soutnik V (89 personnes, dont 55 exposées au Covid-19)



et Sinopharm (101 personnes, dont 40 exposées au Covid-19). Chez tous les participants à la recherche, les chercheurs ont identifié une résistance immunitaire au variant Delta plus faible qu'au virus original. La réduction de l'immunité la plus importante après un contact avec la souche Delta a été observée chez les bénévoles qui n'étaient pas vaccinés. Chez les personnes qui n'ont pas encore été contaminées par le Covid-19 et se sont fait vac-

ciner par les trois vaccins étudiés, la chute de l'efficacité des anticorps a été à peu près égale. En ce qui concerne les réponses immunitaires de ceux qui avaient été malades avec le nouveau coronavirus et étaient complètement vaccinés, face au Delta les organismes des individus immunisés avec le Soutnik V ont généré plus d'anticorps que les organismes des personnes vaccinées avec le Sinopharm et l'AstraZeneca. Les auteurs de l'étude ont

en même temps constaté que l'immunisation avec les trois vaccins anti-Covid analysés garantissait la résistance au variant Delta.

L'immunité hybride la plus puissante

Les résultats de cette étude argentine sont proches des conclusions de scientifiques américains qui avaient également effectué ces derniers mois une série de recherches portant sur les réponses immunitaires au SARS-CoV-2. Les plus fortes réactions immunitaires au nouveau coronavirus ont été détectées chez des individus qui avaient été d'abord infectés par le Covid-19, notamment en 2020, et ensuite cette année ont été vaccinés avec des vaccins à ARN messenger. La neutralisation extrêmement élevée des cellules du virus SARS-CoV-2 par des anticorps de cette immunité hybride a poussé les professionnels à la qualifier de "surhumain". Les chercheurs ont aussi découvert que la mémoire immunitaire de l'organisme humain développée après le contact avec le virus naturel et la vaccination par des préparations à ARN messenger permettait de lutter efficacement contre plusieurs coronavirus et leurs variants

DISPARITION MYSTÉRIEUSE À SÉTIF

ELLE S'ÉVAPORE À LA VEILLE DE SON MARIAGE

L'une des familles habitant la wilaya de Sétif vit dans le désarroi total et l'anxiété extrême suite à la disparition mystérieuse de leur fille. C'est la famille Tribtach qui demande l'aide de tous afin de retrouver leur fille, disparue il y a presque une semaine à la veille de son mariage.

Il s'agit d'une jeune femme âgée de 21 ans, prénommée Nour el-Houda résidant à

la cité Chouf-Lekdad à Sétif. Elle est sortie en compagnie de sa mère pour aller à la mairie avant de retourner seule à la maison. Nour el-Houda a envoyé, dès son arrivée à la maison, un message à sa maman pour la rassurer qu'elle est bien rentrée chez elle. Jusque-là, rien d'étonnant. La maman rentre à la maison, ne trouvant pas sa fille, elle essaye de

l'appeler, mais en vain ! Le téléphone portable de Nour el-Houda est éteint. Des heures s'écoulent et cette dernière ne donne aucun signe de vie. Sa disparition remonte maintenant à huit jours. La famille Tribtach affirme que leur fille n'a aucun problème, elle est plutôt disciplinée, ne sort que rarement et n'a jamais eu de comportement bizarre ou douteux. Selon les faits relatés par nos confrères d'Echorouk, Nour el-Houda préparait son mariage, prévu pour le mois prochain. La maman affirme que sa fille a décidé par conviction de se fiancer et n'a pas eu de conflit avec son futur époux qui à son tour, se trouve dans la plus profonde perplexité et inquiétude suite à la disparition énigmatique de sa fiancée. Tous les deux aspirent à une vie de couple épanouie et heureuse, selon ce dernier Le frère de Nour el-Houda a aussi témoigné de la sagesse et la maturité de sa sœur qui ne peut pas, selon lui, fuguer et avoir ce genre de comportement inquiétant. De ce fait, la famille Tribtach qui a alerté les services de sécurité, s'accorde à dire que la future mariée a été victime de kidnapping. Outre ses problèmes cardiovasculaires et son hypertension artérielle, la maman de Nour el-Houda se trouve actuellement dans un état de détresse psychologique. Quant à son père, il refuse de rentrer à la maison dans l'espoir de retrouver sa fille quelque part.

DANGER DES ALIÉNÉS MENTAUX

Un citoyen agressé mortellement à Oran

Depuis quelques jours, un malade mental sème la terreur à Oran, notamment parmi les habitants de la rue Larbi-Ben-M'hidi, et ce, en raison de son caractère violent qui a engendré la mort d'un citoyen habitant le quartier précité. En effet, et selon nos confrères du quotidien *Le Soir d'Algérie*, l'histoire remonte aux premiers jours de ce mois de septembre, où un citoyen résidant à la rue Larbi-Ben-M'hidi, au centre-ville de la wilaya d'Oran, est sorti pour faire un tour. En retournant chez lui, le citoyen répondant aux initiales de S. N., a été surpris par le malade lequel lui a asséné par derrière, plusieurs coups au niveau de la tête et de la nuque. La victime s'est effondrée en pleine rue saignant du nez et de la bouche. Des passants et des voisins ont transporté la victime dans le hall de son immeuble avant l'arrivée de l'ambulance. L'agresseur est un malade mental qui hante, depuis quelque temps, les rues du centre-ville d'Oran. Après avoir commis son forfait, l'aliéné mental a tout de suite pris la fuite vers une destination inconnue. Quant à la victime, elle a été transportée par les éléments de la Protection civile vers l'hôpital où S. N. a rendu l'âme cinq jours après son agression. Par ailleurs, le malade mental responsable de cette tragédie a été aperçu en liberté, toujours aussi agressif et agité, par l'un des témoins de l'agression.

BILAN COVID EN ALGÉRIE

11 décès et 201 nouveaux cas en 24 heures

Le nombre de nouveaux contaminés au coronavirus en Algérie reste au-dessous des 300 cas quotidiens. Le bilan publié ce 18 septembre par le ministère de la Santé fait état de 201 nouveaux contaminés, 177 guérisons, et 11 décès, selon un communiqué du ministère de la Santé. 28 patients sont admis en soins intensifs. Selon la même source, le total des contaminations au coronavirus en Algérie s'élève à 201.425 cas, le nombre des décès a atteint 5.681 cas.